

**Zeitschrift:** Tagblatt des Grossen Rates des Kantons Bern  
**Herausgeber:** Grosser Rat des Kantons Bern  
**Band:** - (1942)  
  
**Rubrik:** Konstituierende Session

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 14.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Tagblatt

## des Grossen Rates des Kantons Bern.

---

### Kreisschreiben

an die

Mitglieder des Grossen Rates.

---

Bern, den 15. Mai 1942.

Herr Grossrat!

Nach den Wahlprotokollen sind Sie bei der Gesamterneuerung des Grossen Rates vom 3. Mai abhin zum Mitglied dieser Behörde gewählt worden. Gestützt auf die §§ 1 und 8 der Geschäftsordnung für den Grossen Rat laden wir Sie zur konstituierenden Session ein auf **Montag, den 1. Juni 1942, nachmittags 2<sup>1</sup>/<sub>4</sub> Uhr**, in den Konzertsaal des Konservatoriums, Kramgasse 36, Bern. Die in dieser Session zur Behandlung kommenden Geschäfte sind:

**1. Konstituierung des Rates:**

*a) Unter dem Vorsitz des Regierungspräsidenten:*

Eröffnung der Session durch den Regierungspräsidenten;  
Bezeichnung des Alterspräsidenten.

*b) Unter dem Vorsitz des Alterspräsidenten:*

Bezeichnung von provisorischen Stimmezählern;  
Namensaufruf (an Stelle der persönlichen Eintragung in die Präsenzliste);  
Bericht des Regierungsrates über die Durchführung der Wahlen;  
Ernennung einer provisorischen Wahlprüfungskommission;  
Validierung der Wahlen;  
Behandlung des Berichtes des Regierungsrates über die Gesamterneuerungswahlen des Grossen Rates;  
Wahl des Grossratspräsidenten.

*c) Unter dem Vorsitz des Grossratspräsidenten:*  
Wahl der zwei Vizepräsidenten;  
Wahl der vier Stimmezähler;  
Beeidigung des Rates.

**2. Mitteilung über das Ergebnis der Regierungsratswahlen und Beeidigung des Regierungsrates.**

**3. Wahlen:**

*a) des Präsidenten und Vizepräsidenten des Regierungsrates;*

*b) der Wahlprüfungskommission, der Justizkommission und der Staatswirtschaftskommission;*

*c) von besonderen Kommissionen zur Vorberatung von Geschäften (Gesetz über die Revision des Gesetzes über die direkten Staats- und Gemeindesteuern; Dekrete betreffend die Ausrichtung von Teuerungszulagen an die Rentenbezüger der Hülfskasse und der Lehrerversicherungskasse; Dekret betreffend die Errichtung einer zweiten Pfarrstelle an der französisch-reformierten Kirchgemeinde Moutier;*

*d) des Präsidenten, der zwei Vizepräsidenten, von zwölf Mitgliedern und fünf Ersatzmännern der kantonalen Rekurskommission für eine neue Amtsdauer.*

**4. Zuteilung der Verwaltungszweige an die Direktionen und Zuteilung der Direktionen an die Mitglieder des Regierungsrates.**

**5. Allfällige weitere dringliche Geschäfte.**

Mit Hochschätzung!

Im Namen des Regierungsrates,

Der Präsident:

**Moeckli.**

Der Staatsschreiber:

**Schneider.**

---

**Beilage:**

1 Platzkarte.

## Erste Sitzung.

Montag, den 1. Juni 1942,

nachmittags 2¼ Uhr.

Vorsitzender: Alterspräsident **Imhof.**

Herr Regierungspräsident **Möckli** eröffnet die Verhandlungen mit folgender Ansprache:

*Messieurs les députés,*

*Messieurs les membres du gouvernement,*

La circulaire-convocation à laquelle vous avez répondu aujourd'hui est basée sur l'article premier et l'article 8 du règlement du Grand Conseil du 12 novembre 1940.

L'article premier spécifie que la session de printemps s'ouvre le premier juin dans l'année du renouvellement intégral ordinaire du Grand Conseil, ou bien le lendemain lorsque le premier juin est un dimanche ou un jour légalement férié. L'article 8 indique que le Grand Conseil est convoqué par le Conseil-exécutif après un renouvellement intégral, par son président dans tous les autres cas.

C'est en vertu de ces dispositions, qui règlent la procédure à suivre lors d'un renouvellement intégral ordinaire du Grand Conseil, que nous sommes appelés aujourd'hui à inaugurer la 25<sup>e</sup> période législative, la première étant celle de 1846 à 1850, après l'adoption par le peuple de la Constitution cantonale du 31 juillet 1846.

Pour être éligible au Grand Conseil, la Constitution de 1893, qui nous régit actuellement, suivant cela celle de 1846, ne pose plus qu'une restriction au citoyen actif de notre canton: celle d'avoir 25 ans révolus. Il n'en fut pas toujours ainsi. En 1831, par exemple, pour être éligible au Grand Conseil, il fallait avoir 29 ans révolus, être ressortissant bernois, citoyen habile à voter dans sa commune ou ressortissant suisse habilité à voter dans sa commune de domicile (ce qui n'était pas le cas pour tous les ressortissants de tous les cantons suisses); il fallait être propriétaire de biens-fonds pour une valeur d'au moins 5000 Fr. et seuls les professeurs nommés par l'Etat ou les titulaires d'un brevet de première classe en matière scientifique étaient dispensés de cette dernière condition.

En 1815, lorsque, aux 200 membres de l'ancien Grand Conseil de la Ville de Berne on adjoignit 99 représentants de la campagne, pour constituer le nouveau Grand Conseil cantonal, les conditions requises étaient plus sévères: il fallait avoir 29 ans révolus, être de filiation légitime, jouir d'une bonne réputation et être de bonnes mœurs, être propriétaire de biens-fonds, de manufactures ou d'ateliers d'une valeur nette d'au moins 10 000 Fr., avoir exercé pendant 5 ans une charge municipale dans sa commune ou avoir été officier pendant cinq ans et être, naturellement, ressortissant bernois. J'aimerais vous donner, en passant, connaissance de la teneur allemande du document qui a établi ces règles, car elle a une sa-

veur particulière pour la grande majorité de cette assemblée, qui n'est pas de langue maternelle française. La voici:

« Urkundliche Erklärung des Grossen Rathes von Bern — 21. September 1815. — Um sowohl von den Städten als von den Wahl-Collegien der Amtsbezirke in den Grossen Rath gewählt werden zu können, wird erfordert: dass der zu Wählende von ehelicher Geburt, ein rechtschaffener, in gutem Ruf stehender, sittlicher Mann sey, dass er ferners in irgend einer Stadt oder Gemeinde des Cantons verburgert und eigenen Rechtens sey, das 29ste Jahr Alters zurückgelegt habe, und entweder Besitzer eines Grundeigenthums, an dem wenigstens ein Werth von zehntausend Franken bezahlt seyn muss, oder Eigenthümer von bedeutenden Manufaktur- oder Handelsanstalten sey, oder seit fünf Jahren in Obrigkeitlichen Aemtern oder in Stadt- und Gemeinds-Verwaltungen seinem Vaterland treu gedient, oder die nemliche Zeit hindurch eine Offiziers-Stelle in den Auszögern bekleidet habe. »

Depuis lors, ces dispositions légales se sont modifiées en s'adouissant. Mais la conception que le peuple se fait du député est restée la même: celui-ci doit être — et il est, les très rares exceptions ne font que confirmer la règle — le digne représentant de notre peuple bernois, de ce peuple sain, fort, honnête, travailleur, sérieux, attaché à son passé, résolvant les tâches du présent et jetant aussi de hardis coups d'œil sur l'avenir.

Le nouveau Grand Conseil est sorti des urnes le soir du 3 mai dernier, après une lutte parfois, en certains endroits, passionnée, je dirai même violente. Mais cette lutte politique n'a pas réussi à émouvoir plus que d'habitude notre corps électoral, puisque la participation au scrutin a été, selon les districts, de 60% à 85% environ et que même, dans plusieurs districts, on a procédé à la désignation des députés par la voie d'élection tacite. C'est une première constatation.

Le nouveau Grand Conseil possède, comme tous ses prédécesseurs, ses caractéristiques, et vous me permettez d'en signaler rapidement quelques-unes:

En 1938, le nombre des députés avait été réduit, par une revision constitutionnelle, de 228 à 184; or, il se trouve repasser de 184 à 194 par suite de l'accroissement du chiffre de la population dont bénéficient surtout les villes de Bienne, Berne et Thoune, la plupart des districts étant restés stationnaires sous ce rapport, tandis que deux districts jurassiens — Neucheville et les Franches-Montagnes — ont subi chacun la perte d'un mandat. De la sorte, le Jura, qui était représenté, de 1938 à 1942, par 31 députés (contre 153 de l'ancien canton) n'en compte plus aujourd'hui que 30 (contre 164); la minorité jurassienne s'est donc encore amoindrie.

Quant à la répartition des mandats entre les divers partis politiques, elle se présente de la manière suivante:

Paysans, artisans et bourgeois . . . . .	75	mandats
Socialistes . . . . .	55	»
Radicaux . . . . .	27	»
Jeunes-paysans . . . . .	17	»
Catholiques . . . . .	12	»
Indépendants . . . . .	4	»
Economie franche . . . . .	2	»
Heimatwehr . . . . .	1	»
Sans parti . . . . .	1	»

(Toutefois, le représentant de la Heimatwehr ayant annoncé son adhésion au groupe des paysans, artisans et bourgeois, celui-ci voit ainsi le nombre de ses mandats dans le Conseil passer à 76.)

Ici aussi, la répartition s'est modifiée quelque peu à la suite de l'issue de la lutte électorale et vous serez appelés, pendant ces 4 ans, à prendre acte de cette modification à l'occasion des votations et des élections aux différentes commissions.

Quant au personnel politique — je me permets de vous appeler ainsi, messieurs — de notre canton, contrairement à ce que l'on dit et à ce que l'on croit communément, à ce que l'on propage, contrairement aussi à ce que l'on écrit parfois, il se renouvelle — et beaucoup plus rapidement qu'on l'imagine :

En 1934, 93 députés sur 228 étaient nouveaux, soit les  $\frac{2}{3}$ . Aujourd'hui, en 1942, 63 d'entre vous sur 194, c'est-à-dire le  $\frac{1}{3}$ , ont franchi pour la première fois le seuil de l'enceinte parlementaire; avec les 46 députés qui inaugurent leur deuxième période législative, nous sommes en présence de 109 députés (sur 194) qui n'ont point d'expérience parlementaire ou une expérience parlementaire de 4 ans seulement. Certes, tous les Parlements connaissent ce qu'on appelle les « routiers » de la politique; nous en avons aussi quelques-uns ici. Mais les deux chiffres que je viens de citer illustrent de façon frappante le fait que le personnel politique se renouvelle beaucoup plus rapidement qu'on ne le pense généralement.

33 anciens députés n'avaient pas accepté de nouvelle candidature et, tels Cincinnatus, s'étaient retirés sur leurs terres pour reprendre leur simples occupations journalières. 20 autres n'ont pas été réélus le 3 mai, ayant fait ainsi, avec les 535 autres candidats malheureux, l'expérience que la politique est semblable à la femme: nul ne sait jamais quand elle lui accordera ni quand elle lui retirera ses faveurs. Ce renouvellement, cet afflux de nouvelle sève, se répartit, à peu de chose près, d'une manière égale entre les grandes fractions: La fraction paysanne compte 32 nouveaux membres, la fraction socialiste 16, la fraction radicale 3, la fraction jeune-paysanne 3, la fraction catholique 4; le parti indépendant est représenté par 4 nouveaux députés et, des 2 députés de l'économie franche, l'un est nouveau.

D'autre part, 63 députés inaugurent leur activité législative, 46 commencent leur deuxième période législative, 36 leur troisième, 21 leur quatrième, 14 leur cinquième, 10 leur sixième, 6 leur septième et un sa huitième.

Le senior parlementaire de cette assemblée est M. le député Rudolf Weber, de Grasswil, membre de la fraction paysanne, qui fait partie du Grand Conseil depuis 1914. En ce qui concerne votre âge — nous pouvons en parler puisqu'il s'agit d'une assemblée masculine — voici ce qui en est: le doyen est né en 1869, c'est M. le député Wilhelm Imhof, de Laufon, membre de la fraction catholique et qui fait partie de ce Conseil depuis 1922. 13 députés ont entre 62 et 69 ans, 55 ont entre 52 et 61 ans, 95 entre 42 et 51 ans, 27 entre 32 et 41 ans, 1 a 29 ans. Notre benjamin est M. le député Dr. R. Müller, de Berne, né en 1913, nouvellement élu et membre de la fraction socialiste.

Quant au gouvernement, il n'a subi aucune modification dans sa constitution d'avant les élections;

ses membres ont été réélus, peut-on dire, à la quasi-unanimité, ce dont ils se sentent très honorés et ce qui les incitera à poursuivre, de 1942 à 1946, la gestion de la chose publique avec le même soin, le même zèle et la même prévoyance que de 1938 à 1942. Je dis: le gouvernement dans sa composition d'avant les élections. En effet, vous me permettrez de vous signaler, ou de vous rappeler, qu'au cours de la dernière période législative, deux membres du gouvernement l'ont quitté: l'un était M. le conseiller d'Etat Fritz Joss, décédé en 1939, à la suite d'une très longue et très grave maladie, après avoir rendu de signalés services à son canton et dont nous voulons évoquer encore une fois ici la mémoire; son successeur, M. le conseiller d'Etat von Steiger, a été depuis appelé par les Chambres fédérales à succéder comme conseiller fédéral représentant du peuple bernois à M. Minger qui avait pris sa retraite; et nous formons les meilleurs vœux pour l'activité de M. le conseiller fédéral von Steiger dans sa lourde, haute et délicate mission.

Somme toute, les élections du 3 mai ont consacré, confirmé, d'une manière indiscutable les principes de la politique suivie depuis 1938, c'est-à-dire la coopération des trois grands partis au gouvernement et la conclusion, le 31 juillet 1940, de la Communauté d'action politique pour certains buts donnés, vu certaines circonstances données. Le résultat de ces élections a été salué, nous pouvons le dire, avec satisfaction, par l'opinion publique suisse en général, qui peut continuer à voir dans le canton de Berne un élément de force, de pondération et de stabilité pour notre pays, à un moment où, sous l'empire des circonstances, les esprits sont parfois tentés de s'écarter des principes, d'oublier ou d'abandonner les principes qui ont constitué jusqu'à aujourd'hui les guides de notre pensée, les mobiles de nos actions, la sauvegarde, la sécurité de notre patrimoine matériel, spirituel et moral.

Vos séances, messieurs, ont encore lieu dans un local extraordinaire; les travaux de restauration de l'Hôtel de ville ne sont pas encore achevés et ne le seront pas avant l'automne, si tout va bien. C'est le motif pour lequel nous continuons à demander asile à la commune de Berne, qui a bien voulu mettre à notre disposition cette salle de concerts de son Conservatoire de musique; nous remercions la ville de son geste à l'égard du canton. Mais ses autorités ne nous en voudront pas si nous notons cependant ici que les nouveaux locaux de l'Hôtel de ville restaurés seront, par leur agencement et leur disposition, mieux à même de répondre aux nécessités des travaux de cette assemblée, ce dont vous pourrez juger si vous allez visiter l'Hôtel de ville, qui, tel le phénix renaissant de ses cendres (ou plutôt de ses vieux murs), commence à apparaître à nouveau plus beau, plus jeune, plus pimpant, plus orgueilleux qu'auparavant.

Le Grand Conseil défunt avait vu les prodromes et l'éclatement de la guerre mondiale; il a vu ses sessions renvoyées, abrégées, interrompues, supprimées, mais malgré les vicissitudes des temps, il a rempli son devoir, il a accompli les tâches qui lui étaient dévolues par les événements, en plein accord avec le gouvernement. Ils l'ont fait — Grand Conseil et Gouvernement — sans requérir aucuns pouvoirs extraordinaires, en sauvegardant toutes

les formes et toutes les prérogatives de notre démocratie cantonale. Notre intention est de poursuivre dans la même voie. Le nouveau Grand Conseil verra-t-il la fin de la guerre? Verra-t-il la paix s'instaurer sur le monde? Nous l'espérons, mais nul ne peut dire ni le Quand? ni le Comment? et toute réponse serait vaine que nous voudrions donner maintenant à ces angoissantes questions.

Ce que nous savons, c'est que la situation de notre pays s'aggrave avec celle du monde, que nous allons au-devant de difficultés encore plus considérables que celles que nous avons heureusement réussi à surmonter jusqu'ici grâce à notre bonne volonté, à notre esprit d'entente et de compréhension, que le ciel de l'avenir est obscur et peu rassurant, que les événements requerront de nous tous un esprit clair, une volonté tenace, un cœur chaud et vaillant pour nous tenir constamment à la hauteur des circonstances exceptionnelles du moment et poursuivre, quoi qu'il arrive, la route du destin d'un peuple qui a vécu libre, fort et courageux jusqu'à ce jour et qui entend continuer à vivre libre, fort et courageux, maître de son destin, ayant foi dans son destin, d'un peuple petit dans son territoire, mais grand par ses aspirations et par son idéal suisse et humain.

Dans ces sentiments, Messieurs les députés, nous vous invitons à commencer vos travaux et à les mener à chef en ayant constamment à l'esprit le bien de notre canton, le bien de notre pays, le bien de notre peuple. Nous déclarons ouverte la première session et séance de cette législature. (Applaudissements nourris.)

Ainsi que j'ai déjà eu l'honneur de vous le dire, Messieurs les députés, la consultation de la liste des membres de votre Conseil nous a fait constater que le doyen d'âge est M. le député Wilhelm Imhof, de Laufon, qui fait partie du Grand Conseil depuis 1922, et l'a déjà présidé, en sa qualité de doyen d'âge, en 1938. Aux termes de l'art. 3 de votre règlement, c'est à lui que revient le soin d'assumer la direction de vos délibérations jusqu'à la désignation de votre président. Nous nous réjouissons de le voir toujours aussi vert et aussi vaillant et, en même temps que notre huissier va lui offrir un bouquet aux couleurs bernoises, nous l'invitons à venir prendre place au fauteuil présidentiel et à s'acquitter des devoirs de sa charge. (Bravos et applaudissements.)

Herr Alterspräsident **Imhof** übernimmt das Präsidium mit folgenden Worten:

*Herr Regierungspräsident!*

*Herren Regierungsräte!*

*Verehrte Kollegen!*

Bevor ich übergehe zu meiner Ansprache, möchte ich Ihnen noch davon Kenntnis geben, dass eine Entschuldigung von Herrn Regierungsrat Seematter eingetroffen ist. Er ist kürzlich operiert worden, befindet sich nun aber wieder auf dem Wege der Besserung. Es lässt sie alle zu der heutigen konstituierenden Sitzung willkommen heissen.

Zum zweiten Male habe ich die Ehre, die neue Legislaturperiode des Grossen Rates zu eröffnen. Ich heisse Sie alle zu unserer Eröffnungssitzung herzlich willkommen.

Vor vier Jahren konnten wir die Legislaturperiode noch im Zeichen des Friedens eröffnen, wenn sich auch schon damals die Wolken eines nahenden Kriegsgewitters am Horizonte abzeichneten. Heute stehen wir bereits am Ende des dritten Kriegsjahres von einem Weltkrieg, der an Ausmass und Vernichtung alles übertrifft. Millionen und Millionen haben in diesem Kriege bereits ihr Leben hingeben müssen, sei es auf dem Schlachtfelde, oder als Opfer der Bomben und des Hungers. Nur wenige Länder sind bis heute von der Kriegsfurie verschont geblieben, aber auch an ihnen ist der Krieg nicht spurlos vorübergegangen, das können wir ja jeden Tag in unserem Lande deutlicher feststellen. Kein Schweizer hat aber heute Grund zu klagen, wenn wir unsere Opfer und unser Schicksal vergleichen mit den Opfern und Leiden anderer Völker.

Darum möchte ich an die Spitze meiner heutigen Ansprache Dankesworte stellen:

ein Wort des Dankes an den Allerhöchsten, der unser Land mit liebevoll waltender Vaterhand bis heute beschützt und beschirmt hat;

ein Wort des Dankes an unsere Armee, die seit bald drei Jahren treu und opferbereit unsere Grenzen hütet und weiter hüten wird;

ein Wort des Dankes an unsere Behörden, die in so schwerer Zeit die Geschicke unseres Landes leiten;

und Dank verdienen alle Mitbürgerinnen und Mitbürger, die sonstwo — für die Armee und die Wirtschaft — willig ihre Pflicht erfüllen und opferfreudig den Bedrängten helfen.

Wenn wir heute hinaussehen über die Grenzen unseres Landes, dann kommt uns so recht eindringlich zum Bewusstsein, was unserer heutigen Generation zum Schutze anvertraut ist: Die Freiheit, die frühere Generationen geschaffen haben, die wahre Demokratie, das Zusammengehörigkeitsgefühl verschiedener Rassen, Sprachen und Konfessionen, eingebettet als segenstiftende Friedensinsel in den mächtigen Kranz der Alpen.

Der Zusammenschluss des ganzen Volkes ist notwendiger denn je. So, wie unsere Väter vor sechseinhalb Jahrhunderten «im Angesicht der Arglist der Zeit» sich zusammenschlossen, so sollen auch wir heute uns zusammenschliessen und alles Trennende in den Hintergrund drängen. Die Zeiten sind zu ernst, als dass wir uns um kleinliche und unwesentliche Dinge streiten könnten. Die nächste und vielleicht eine längere Zukunft wird von uns Allen grosse Opfer fordern. Die Bereitschaft zum Opfer darf kein leeres Wort bleiben. Sie muss sich in die Tat umsetzen. Jeder Einzelne muss bereit sein, Opfer zu bringen. Er darf sie nicht einfach dem Andern zumuten. Wenn wir die Bereitschaft zum Opfer und die innere Geschlossenheit bewahren, dann dürfen wir mit Mut und Vertrauen der Zukunft entgegenschreiten, was sie auch Schweres und Hartes für uns in ihrem Schosse bergen mag. Der grosse Umbruch, der sich heute vollzieht, wird uns wohl zwingen,

auf manches Unwesentliche zu verzichten. Die Hauptsache besteht darin, dass wir das Wesentliche retten und bewahren: Das Land und seine Freiheit!

Wir wollen unser kleines und selbst gezimmertes Haus von allen art- und landsfremden Bau-doktoren und Spekulanten frei wissen. Man spricht heute von Anpassung, von neuer Zeit und neuem Geist. Wir verwerfen das neue Gute nicht, aber wir brauchen kein neues System. Das alte und erste Gesetz, das der Eidgenossenschaft in die Wiege gelegt worden war, der Bundesbrief von 1291, ist heute noch so recht und gut, als wie am ersten Tag! Wir wollen uns nicht in die Politik fremder Staaten einmischen, getreu den Worten eines grossen Eidgenossen, Bruder Klaus, der unsern Vätern zugerufen hat: «Mischt Euch nicht in fremde Händel!» Wir erwarten aber auch, dass man unsere staatlichen Einrichtungen, unsere Freiheit und unsere Demokratie, respektiert und sich nicht in unsere Politik einmischt. Wir hoffen, dass sich die zuständigen Stellen mit aller Entschiedenheit gegen alle ausländischen Einflüsse zur Wehr setzen und mit starker Entschlossenheit den Kampf gegen alle staatsfeindlichen Elemente führen.

Mit dem heutigen Tage eröffnen wir eine neue vierjährige Legislaturperiode unserer obersten kantonalen Behörden. Das Berner Volk hat durch seine Stimmabgabe vom 3. Mai 1942 dokumentiert, dass es den Gedanken der politischen Zusammenarbeit, wie er seit 1938 in einer bürgerlich-sozialdemokratischen Koalitionsregierung und seit Juli 1940 in einer «Politischen Arbeitsgemeinschaft» Gestalt gewonnen hat, unterstützt und begrüsst. Mit einer noch nie erreichten Stimmzahl von über 90 000 Stimmen sind alle Herren Regierungsräte ehrenvoll wiedergewählt worden. Ich möchte auch an dieser Stelle die Herren Regierungsräte herzlich beglückwünschen. Es war eine einzigartige Vertrauenskundgebung. Das Berner Volk ist mit grosser Disziplin der Parole der Parteien gefolgt, die den Wahlvorschlag unterschrieben haben. Im Grossen Rat verfügen die der Politischen Arbeitsgemeinschaft angeschlossenen Parteien über 170 von 194 Mandaten. Auch hier hat sich das Berner Volk eindeutig für die Zusammenarbeit ausgesprochen.

#### *Verehrte Kollegen!*

Grosse und schwere Aufgaben harren in der neuen Legislaturperiode ihrer Lösung. Nur durch Zusammenarbeit wird es möglich sein, für Volk und Kanton segensreiche Arbeit zu leisten. Möge es uns mit Gottes Hilfe gelingen, unser Staatsschiff in den kommenden vier Jahren so zu steuern, dass es aus dieser bewegten und traurigen Kriegs- und Krisenzeit unbeschädigt in einer glücklicheren Zukunft landen kann. Das kann der Fall sein, wenn der Geist, der an der Wiege der Politischen Arbeitsgemeinschaft gestanden, unsere Zusammenarbeit auch weiterhin befruchtet. In der Proklamation vom 1. August 1940 haben die der Politischen Arbeitsgemeinschaft beigetretenen politischen Parteien unter anderem erklärt, unter voller Wahrung ihrer Grundsätze und ihrer organisatorischen Selbständigkeit, in loyaler, gemeinsamer Arbeit unter sich und mit den Behörden zur Lösung der dringendsten politischen, wirtschaftlichen

und sozialen Gegenwartsaufgaben zusammenzuwirken. Sie setzen sich zum Ziel:

1. den entschlossenen Willen des Volkes zur Verteidigung seiner Freiheit und Unabhängigkeit zu wahren und jeden Versuch, die Wehrbereitschaft zu schwächen, des entschiedensten entgegenzutreten;
2. die Freiheit und das politische Selbstbestimmungsrecht des Volkes auch im Innern des Landes zu erhalten und vor jeder Untergrabung nachhaltig und wirksam zu schützen;
3. die Beschaffung von Arbeitsmöglichkeiten fortzusetzen und ihre zweckmässige Finanzierung mit allen Mitteln zu fördern, um die Arbeitslosigkeit zu überwinden und die Existenz der Familie und der Alten zu sichern;
4. alle Bestrebungen zu unterstützen, die durch eine nach volkswirtschaftlichen Gesichtspunkten orientierte Währungs- und Zinspolitik das Kapital in vermehrter Masse in den Dienst der Allgemeinheit stellen.

Möge die Arbeit im neuen Grossen Rat in diesem Geiste der Zusammenarbeit aufgenommen werden. Das walte Gott! (Beifall.)

---

Als provisorische Stimmzähler werden auf Vorschlag des Alterspräsidenten die Herren: Biedermann, Gasser (Schwarzenburg), Blumenstein und Weber (Treiten) bezeichnet.

---

Es folgt der

#### **Namensaufruf.**

Er verzeigt 193 anwesende Mitglieder, nämlich die Herren:

- A e b e r s o l d, Ernst, Lehrer, Sonnenrain 8, Papiermühle.  
 Dr. A e b i, Willy, Fabrikant, Lyssachstrasse, Burgdorf.  
 A e l l i g, Abraham, Landwirt, Boden, Adalboden.  
 A f f o l t e r, Ernst, Kaufmann, Münsingen.  
 A l t h a u s, Hans, Sekundarlehrer, Gantrischstrasse 35, Bern.  
 A m a n n, Frank, Ingenieur, Leubringen.  
 A m s t u t z, Rudolf, Fürsprecher, Bollwerk 17, Bern.  
 Dr. A n l i k e r, Ernst, Gymnasiallehrer, Lerberstrasse 22, Bern.  
 A n l i k e r, Fritz, Stationsvorstand, Feldstrasse 27, Langenthal.  
 A r n, Arnold, Dreher, Lyss.  
 B a r b e n, Ernst, Sekundarlehrer, Hondrich bei Spiez.  
 B a r b e n, Hans, Rebbauverwalter, Pentschen, Spiez.  
 Dr. B ä r t s c h i, Ernst, Stadtpräsident, Sandrainstrasse 50, Bern.  
 B ä r t s c h i, Fritz, Autoreparatur-Werkstätte, Worblaufen.

- von Bergen, Robert, Spenglermeister, Spitalgasse 3, Langenthal.  
 Berger, Fritz, Landwirt, Linden bei Oberdiessbach.  
 Bickel, Werner, Redaktor, Mayweg 9, Bern.  
 Biedermann, Hans, Landwirt, Kappelen bei Aarberg.  
 Bieri, Fritz, Landwirt, Strassacker, Neueneegg.  
 Bigler, Fritz, Landwirt, Vielbringen b. Rüfenacht.  
 Blumenstein, Ernst, Giesser, Niederbipp.  
 Born, Emile, Chef de bureau postal, rue des fleurs 21, Bienne.  
 Bouchat, Emile, avocat et notaire, Saignelégier.  
 Dr. Brändli, Emil, Kartellsekretär, Museumstrasse 2c, Biel.  
 Bratschi, Robert, Generalsekretär S.E.V., Efingerstrasse 19, Bern.  
 Brody, Joseph, agriculteur, Chevenez.  
 Brönnimann, Fritz, Landwirt, Zimmerwald.  
 Brügger, Friedrich, Fuhrhalter und Wirt, Jurastrasse 9, Biel.  
 Bühler, Gottlieb, Notar, Frutigen.  
 Burgdorfer, Albert, Kaufmann, Schwarzenegg.  
 Burgdorfer, Paul, Gewerbesekretär, mittlere Bahnhofstrasse 6, Burgdorf.  
 Buri, Dewet, Landwirt, Etzelkofen.  
 Burren, Alfred, Kaufmann, Bahnhofstrasse, Utzenstorf.  
 Burren, Ernst, Sekundarlehrer, Steffisburg.  
 Chavanne, Albert, négociant, Glovelier.  
 Chételat, Joseph, agriculteur et maire, rue du Stand, Courtételle.  
 Cueni, Julius, Lehrer, Zwingen.  
 Daepf, Manfred, Landwirt, Oberwichtlach.  
 Dietrich, Gottfried, Zugführer, Niesenblickstrasse 10, Thun.  
 Dr. Egger, Walter, Chefredaktor, Muristrasse 16, Bern.  
 Eggi, Friedrich, Müller, Rüti bei Büren a. A.  
 Fährndrich, Charles, officier de l'état civil, Courrendlin.  
 Fawer, Albert, Gemeinderat, Kloosweg 77, Biel.  
 Flückiger, H., Landwirt, Schandeneich, Schmidigen-Mühleweg, Dürrenroth.  
 Dr. Flückiger, Paul, Fürsprecher, Kasinoplatz 2, Bern.  
 Flühmann, Paul, Lehrer, Wilderswil.  
 Dr. Freimüller, Eduard, Gemeinderat, städt. Polizeigebäude, Predigergasse 5, Bern.  
 Gasser, Albert, Schlosser, Winterholzstrasse 43, Bümpliz.  
 Gasser, Alfred, Käser, Milchsiederei, Schwarzenburg.  
 Gasser, Gottlieb, Briefträger, Badgasse 25, Bern.  
 Geissbühler, Fritz, Landwirt, Hochfeld, Zollbrück.  
 Geissbühler, Karl, Lehrer, Blinzernstrasse 68, Liebefeld.  
 Gerber, Alfred, Viehzüchter und Landwirt, Oberwil i. S.  
 Geyer, Jakob, kaufmännischer Angestellter, Lerchenweg 8, Burgdorf.  
 Gfeller, Hans, Landwirtschaftslehrer und Landwirt, Oppligen b. Kiesen.  
 Giauque, Arthur, entrepreneur, Prêles.  
 Gilgen, Rudolf, Gemeindeschreiber, Dotzigen.  
 Dr. Giovanoli, Fritz, Parteisekretär, Gurten-  
 gasse 6, Bern.  
 Giroud, Emile, Secrétaire de la F.O.M.H.,  
 Bridelstrasse 78, Berne.  
 Grädel, Fritz, Seilermeister, Huttwil.  
 Grütter, Fritz, Lehrer, Selibühlweg 5, Bern.  
 Grütter, Rudolf, Wirt, Kaltenherberge, Roggwil.  
 Gygax, Paul, Landwirt, Wangenried bei  
 Wangen a. A.  
 Häberli, Otto, Landwirt, Moospinte, München-  
 buchsee.  
 Hachen, Karl, Landwirt, Ober-Wyden, Wasen i. E.  
 Hack, Friedrich, Ingenieur, Könizstrasse 31, Bern.  
 Hauert, Fritz, Landwirt, Ersigen.  
 Herren, Otto, Landwirt, Eybrunnen, Riggisberg.  
 Hertzseisen, Alfred, meunier, Bassecourt.  
 Hirsbrunner, Ernst, Fabrikant, Spinnerei,  
 Rüderswil.  
 Hofer, Hans, Käser, Spins, Aarberg.  
 Howald, Alfred, Landwirt, Waltrigen, Post  
 Häusernmoos.  
 Hubacher, Hans, Gemeinderat, Humboldt-  
 strasse 21, Bern.  
 Hueber, Alfred, Lehrer, Liesberg.  
 Ilg, Konrad, Präsident S.M.U.V., Monbijoustr. 61,  
 Bern.  
 Imhof, Wilhelm, Wirt, Laufen.  
 Jacobi, Hermann, Pianofabrikant, Passerellen-  
 weg 24, Biel 7.  
 Jaggi, Ernst, Rangiervorarbeiter, Bach, Ueten-  
 dorf.  
 Jakob, Ernst, Zentralpräsident des Lokomotiv-  
 Personalverbandes, Port bei Nidau.  
 Joho, Ernst Emil, Geschäftsführer, Markt-  
 gasse 24, Bern.  
 Josi, Ernest, receveur municipal, rue de la Cha-  
 pelle 2, St-Imier.  
 Jossi, Daniel, Zimmermeister und Landwirt,  
 Wasserwendi-Goldern, Hasleberg.  
 Juillard, Albert, fabricant d'horlogerie,  
 Cortébert.  
 Käppeli, Fritz, Handelsmann, Aegerten, Wynau.  
 Kästli, Hans, Baumeister, Scheibenstrasse 59,  
 Bern.  
 Keller, Friedrich, Notar, Langnau.  
 Keller, Rudolf, Landwirt, Breiten, Hasle bei  
 Burgdorf.  
 Kläy, Ernst, Landwirt, Zollikofen.  
 Kleinjenni, Johann, Landwirt, Kanderbrück.  
 Knöri, Walter, Transportführer SBB, Mattstetten  
 bei Schönbühl.  
 Kohli, Ulrich, Landwirt, Schwendi, Riffenmatt.  
 Kummer, Fritz, Landwirt, Leuzigen.  
 Kunz, Jakob, Baumeister, Wiedlisbach.  
 Kunz, Paul, Stadtpräsident, Krankenhaus-  
 strasse 10, Thun.  
 Küpfer, Hans, Vorarbeiter, SBB, Lyssach.  
 Lanz, Ernst, Landwirt, Ortbühl, Steffisburg.  
 Laubscher, Arthur, Wirt und Kaufmann, Täuf-  
 felen.  
 Lauper, Gottfried, Wirt und Landwirt, Seedorf  
 bei Aarberg.  
 Lehner, Friedrich Ernst, Lehrer, Dammweg 350,  
 Dürrenast/Thun.  
 Lerch, Fritz, Landwirt, Busswil bei Melchnau.  
 Linder, Heinrich, Landwirt, Oberdorf, Brienz.  
 Locher, Otto, Landwirt, Uetigen, Hasle bei  
 Burgdorf.

- Dr. Luick, Willy, Verbandssekretär, Parkstr. 25, Wabern.
- Lüthi, Hermann, gewesener Bäckermeister und Wirt, Kyburgstrasse 1, Thun.
- Meister, Werner, Fabrikant, Rüeßgassachen.
- Meuter, Walter, Landwirt, Vinelz.
- Meyer, Friedrich, Lehrer, Roggwil.
- Meyer, Fritz, Landwirt, Obersteckholz.
- Michel, Silvain, bureauliste postal et maire, Courtedoux.
- Dr. Morf, Gustav, Arzt und Psychologe, Gartenstrasse 1, Bern.
- Müller, Hans, Lehrer, Herzogenbuchsee.
- Müller, Hermann, Landwirt, Rohrbach.
- Dr. Müller, Richard, Sekretär des Verbandes PTT-Angestellter, Muristrasse 76, Bern.
- Niklès, Jacob, agriculteur, sur le Pont 7 a, St-Imier.
- Odiet, Robert, agriculteur, Pleigne sur Delémont.
- Dr. Oppliger, Fritz, Rektor, Albert-Ankerweg 15, Biel.
- Oppliger, Robert, Mechaniker, Kanalpromenade 34, Interlaken.
- Périer, Ernest, négociant, Fahy (J. b.).
- Perreten, Jakob, Landwirt, Lauenen bei Gstaad.
- Pfister, Fritz, Lehrer, Karl-Hilty-Strasse 32, Bern.
- Piquerez, Hubert, avocat, Faubourg de France 4, Porrentruy.
- Queloz, Léon, cultivateur et secrétaire municipal, St-Brais.
- Raaflaub, Fritz, Gemeinderat, Erlacherhof, Junkergasse 47, Bern.
- Rebetez, Jules, géomètre d'arrondissement, Reconvilier.
- Reinhard, Ernst, Gemeinderat, Effingerstrasse 93, Bern.
- Reinhardt, Fritz, Postangestellter, Schweizerweg 3, Thun.
- Reusser, Hans, Landwirt, Heiligenschwendi.
- Rieben, Arthur, Notar und Landwirt, Rawylstrasse, Lenk i. S.
- Rihs, Armin, Landwirt, Safnern.
- Romy, Henri, cultivateur, Sorvilier.
- Rubi, Christian, Geschäftsführer SSSV., Wengen.
- Rubin, Gottlieb, Kassaverwalter, Saanen.
- Rufer, Fritz, Landwirt, Portstrasse 5, Nidau.
- Rytz, Fritz, Landwirt, Haselhof, Ferenbalm Post Wileroltigen.
- Sahli, Hans, Chauffeur, Marzilistr. 39, Bern.
- Schäfer, Adolf, Sekretär der Typographia, Anshelmstr. 9, Bern.
- Schait, Gottlieb, pensionierter Maler SBB, Madretschstrasse 65, Biel.
- Schär, Hans, Möbelschreiner, Badmatt, Oberburg.
- Scherz, Johann, Landwirt, Scharnachtal.
- Schlappach, Jules, avocat, rue de la Rochette 2, Tavannes.
- Schneiter, E., Fabrikant, Enggiststein-Worb.
- Schori, Fritz, Landwirt, Wierenzwil-Rapperswil/Bern.
- Schüpbach, Gottlieb, Landwirt, Stutz, Walkringen.
- Schürmann, Max, städtischer Baukontrolleur, Stockerenweg 10, Bern.
- Schütz, Fritz, Uhrenmacher, Lengnau bei Biel.
- Schwarz, Fritz, Redaktor, Schwarztorstrasse 76, Bern.
- Schwendimann, Jakob, Landwirt, Pohlern.
- Seewer, Armin, Viehzüchter, Weissenbach bei Boltigen.
- Segessenmann, Fritz, Sekretär der Arbeitskammer, Viktoriastrasse 49, Bern.
- Spichiger, Friedrich, Fabrikant, Biglen.
- Stäger, Ernst, Hotelier und Landwirt, Hotel Oberland, Lauterbrunnen.
- Stalder, Ernst Wilhelm, Gemeindeschreiber, Guggisberg.
- Steiger, Otto, Gemeinderat, städtisches Polizeigebäude, Predigerstrasse 5, Bern.
- Dr. Steiger, Paul, Tierarzt, Wattenwil.
- Dr. Steinmann, Ernst, Generalsekretär, Alpenstrasse 19 a, Bern.
- Stettler, Fritz, Landwirt, Lindenthal bei Boll.
- Stettler, Hans, Landwirt, Weiermösli, Eggwil.
- Stettler, Hans, städt. Beamter, Moserstr. 52, Bern.
- Strahm, Henri, imprimeur et maire, Cormoret.
- Stucki, Arnold, Fabrikant, Glockenthal/Steffisburg.
- Stucki, Christian, Sekundarlehrer, Riggisberg.
- Studer, Ernst, Geschäftsführer, Sonnenweg 9, Burgdorf.
- Stünzi, Walter, städtischer Armenverwalter, Frohsinnweg 7, Thun.
- Trächsel, Gottlieb, Schreiner, Tessenbergstrasse 52, Biel 5.
- Tschannen, Emil, Landwirt, Gerzensee.
- Tschannen, Paul, Landwirt, Uetligen.
- Tschanz, Hans, Landwirt, Schönenboden, Grosshöchstetten.
- Vallat, André, avocat, rue de la Poste 35, Porrentruy.
- Varrin, Joseph, entrepreneur, Courgenay.
- Vuille, Ernest, maire, Tramelan-dessus.
- Walter, Werner, Mechaniker, Geyisriedweg 32, Biel 8.
- Walther, Meinrad, commerçant, Courrendlin.
- Wälti, Emil, Notar, Bahnhofplatz 3, Bern.
- Dr. Wander, Georg, Fabrikant, Neueneegg.
- Weber, Rudolf, Landwirt, Eichhof, Grasswil.
- Weber, Walter, Gemeindeschreiber, Treiten.
- Weibel, Henri, instituteur, rue de l'Hôpital 12, St-Imier.
- Wiedmer, Woldemar, Lehrer, Oey-Diemtigen.
- Wildi, August, Sattler- und Tapezierermeister, Gurtenbühl, Wabern.
- Willemin, André, employé de magasin, Courroux.
- Winzenried, Hans, Fabrikant, Deisswil bei Stettlen.
- Wüst, Woldemar, directeur de l'école secondaire, rue Neuve 44, Moutier.
- Wüthrich, Christian, Landwirt, Unter-Häusern, Trub i. E.
- Wüthrich, Fritz, Käser, Belpberg.
- Wyder, Christian, Kaminfegermeister, Matten bei Interlaken.
- Wyss, Alphons, Tiefbauadjunkt, Dählenweg 48, Biel.
- Zaugg, Ernst, Pflugfabrikant, Eggwil.
- Zimmermann, Fritz, Wagmeister, Gerechtigkeitsgasse 1, Bern.
- Zingg, Ernst, Kaufmann, Laupen.
- Zumbrunn, Christian, Landwirt, Unterbach bei Meiringen.

Zurbuchen, Hans, Landwirt, Ringgenberg.  
 Zürcher, Christ., Landwirt, Dürsrüti, Langnau.  
 Zürcher, Fritz, Hotelier, Bönigen.

Abwesend ist ein Mitglied, nämlich Herr

Lang, Viktor, Redaktor des «Eisenbahner», Engestrass 1, Bern.

Zur Verlesung gelangt der

### **Bericht des Regierungsrates über die Gesamterneuerungswahlen des Grossen Rates. 3. Mai 1942.**

Der Regierungsrat beehrt sich, dem Grossen Rat über die Durchführung der Grossratswahlen folgenden Bericht zu erstatten:

In Anwendung von Art. 21 der Staatsverfassung hat der Regierungsrat durch Beschluss vom 27. Januar 1942 die Wahlen für die Gesamterneuerung des Grossen Rates auf Sonntag, den 3. Mai 1942 angesetzt. Die Frist zur Einreichung von Wahlvorschlägen lief deshalb am Montag, den 13. April ab. In den 31 Wahlkreisen des Kantons wurden insgesamt 124 Listen mit 749 Kandidaten eingereicht. Zuzugabe der Volkszählung vom 1. Dezember 1941 erhöhte sich die Mitgliederzahl des Grossen Rates von 184 auf 194. Für diese 194 Sitze wurden von den bisherigen Ratsmitgliedern 151 wiederum zur Wahl vorgeschlagen, wovon einer in 3 Wahlkreisen, während 598 Kandidaten neu aufgestellt wurden. Von der Kumulation machten 27 Vorschläge Gebrauch mit 92 Kandidaten. Zurückgezogen wurden 2 Listen, nämlich eine mit der Bezeichnung «Gewerbeverband» im Wahlkreis Wangen und die Liste der Nationalen Kampfgenossenschaft der Jungbauern im Wahlkreis Oberhasli. Von den verbleibenden 122 Listen erreichten 34 die Wahlzahl nicht und blieben ohne Vertreter. Von den gewählten Kandidaten gehörten 131 bisher dem Rate an und 63 treten neu ein; für die einzelnen Parteien ergibt sich folgendes Bild:

	bisher	neu	insgesamt
Bauern-, Gewerbe- u. Bürgerpartei	43	32	75
Sozialdemokratische Partei . . .	39	16	55
Freisinnig-demokratische Partei . . .	24	3	27
Nationale Kampfgenossenschaft der Jungbauern . . . . .	14	3	17
Katholisch-Konservative . . . . .	8	4	12
Landesring der Unabhängigen . . . . .	—	4	4
Freiwirtschaftsbund . . . . .	1	1	2
Heimatwehr . . . . .	1	—	1
Parteilose . . . . .	1	—	1
	131	63	194

In den Amtsbezirken Frutigen, Laufen und Neuenstadt wurden nicht mehr Kandidaten aufgestellt als Sitze zu besetzen waren; diese wurden gemäss Art. 18 des Gesetzes über Volksabstimmungen und Wahlen vom 30. Januar 1921 als gewählt erklärt, so dass der öffentliche Wahlgang unterbleiben konnte.

Das Vorverfahren gab in keinem Amtsbezirk zu Bemerkungen Anlass. Auch der öffentliche Wahl-

gang hat sich ohne Störung vollzogen. Einzig im Wahlkreis Bern-Stadt brachte die Zurückweisung von Militärpersonen ohne Ausweis des Einheitskommandanten, die ihrer Wahlpflicht nachkommen wollten, einige Unruhe.

Art. 1 des Bundesratsbeschlusses betreffend die Beteiligung der Wehrmänner an Wahlen und Abstimmungen während der Dauer des Aktivdienstes schreibt vor, dass die unter der Fahne befindlichen Militärpersonen die auf Abstimmungen sich beziehenden amtlichen Drucksachen mittelst Anforderungskarten bei ihrer Wohngemeinde beziehen müssen. Aus dieser Bestimmung wird sowohl bei der Truppe wie auch bei den Zivilbehörden gefolgert, dass die Militärpersonen im Militärdienst zu stimmen haben. Eine andere Lösung wäre auch nicht möglich, weil sonst die Gefahr der doppelten Stimmabgabe bestehen müsste, da der Wehrmann einerseits durch die Gemeindekanzlei das Abstimmungs-material erhält und andererseits auch mit der Ausweiskarte an der Zivilurne stimmen könnte.

Massgebend ist die Instruktion des Bundesrates an die kantonalen Regierungen betreffend die Beteiligung der Wehrmänner an Wahlen und Abstimmungen während der Dauer des Aktivdienstes. Diese schreibt in Befolgung dieses Grundsatzes vor, dass Wehrmänner, die die Anforderungskarte abgesandt, das Wahlmaterial im Zeitpunkt ihrer Entlassung aber noch nicht erhalten haben oder aus einem andern Grund vor der Entlassung nicht stimmen konnten, mit einer Bescheinigung ihrer Einheit, dass sie bei der Truppe nicht gestimmt haben, beim Wahlgeschäft in ihrer Wohnsitzgemeinde zugelassen werden können. Die Weigerung des Stimmausschusses, Militärpersonen ohne solchen Ausweis stimmen zu lassen, ist deshalb zu Recht erfolgt. Das bedeutet aber nicht, dass offenbar seitens der Wahloffiziere der Stäbe und Einheiten die stimmberechtigten Wehrmänner nicht genügend über die bestehenden Vorschriften aufmerksam gemacht wurden. Die Staatskanzlei hat deshalb auch in einer Eingabe an den Wahloffizier der Armee auf diesen Misstand aufmerksam gemacht, einige Einheiten, bei deren Angehörigen mangelnde Aufklärung festgestellt wurde, bekanntgegeben und um Abhilfe ersucht.

Nach der Verordnung betreffend die Beteiligung der Wehrmänner an Abstimmungen und Wahlen während der Dauer des Aktivdienstes vom 19. März 1940 ist die Frist für die Zustellung von Drucksachen an die Gemeinden um eine Woche vorgezogen worden. Demnach mussten die Abstimmungsvorlagen spätestens 4 Wochen vor dem Abstimmungstag an die Regierungsstatthalter versandt werden. Da nun aber den Wehrmännern nicht nur der amtliche Stimmzettel zugestellt werden konnte, sondern diesen auch die eingereichten Listen und die Namen der Kandidaten bekannt gegeben werden mussten, hat die Staatskanzlei die Regierungsstatthalter angewiesen, den Gemeinden vorzuschreiben, nebst dem amtlichen Abstimmungs- und Wahlmaterial je einen ausseramtlichen Grossratswahlzettel sämtlicher Parteien den Wehrmännern an die Dienstadresse zuzustellen. Um eine zweimalige Sendung zu verhindern, mussten die Regierungsstatthalter die Listeneinreicher in Kenntnis setzen, dass sie bis zum 17. April 1942 ihre ausseramtlichen Wahlzettel auf den Gemeindeschreibereien zur Ver-

fügung halten konnten. Die Gemeindeschreibereien ihrerseits wurden beauftragt, das amtliche und ausseramtliche Wahlmaterial vom nächsten Tage an an die Wehrmänner zum Versand zu bringen.

Der 17. April wurde als Stichtag gewählt, weil den Parteien nach Einreichung der Listen, die bis zum 13. April erfolgte, noch Zeit gelassen werden musste, die ausseramtlichen Wahlzettel herzustellen. Diese Ordnung bewährte sich und gab von keiner Seite zu Bemerkungen Anlass.

Die technische Durchführung der Wahlen, die sich zum 6. Male nach dem Proporzsystem vollzogen, ging ebenfalls ziemlich reibungslos vor sich. Nach den Berichten der Regierungsstatthalter konnten kleinere Unstimmigkeiten durch ihre Amtsstellen teilweise unter Zuzug der Stimmausschüsse bereinigt werden. Die meisten Unstimmigkeiten sind zurückzuführen auf die Tatsache, dass einzelne Wahlausschüsse über die Bedeutung von leeren und Zusatzstimmen noch nicht im klaren sind trotz den Kreisschreiben, die die Staatskanzlei über diese und andere zu beobachtende Punkte jeweils den Gemeinden zustellte (vergleiche Kreisschreiben der Staatskanzlei an die Gemeinderäte für sich und zu Händen der Wahlausschüsse vom März 1942 und Kreisschreiben der Staatskanzlei an die Regierungsstatthalterämter betreffend die Grossratswahlen vom 18. März 1942).

Die auf der Staatskanzlei einlangenden Militärstimmen wurden von dieser amtsbezirkweise geordnet und den zuständigen Regierungsstatthalterämtern zugestellt. Diese hatten Auftrag, alle Militärstimmen ihres Wahlbezirkes auszumitteln und dafür ein besonderes Protokoll zu erstellen wie für eine Gemeindeausmittlung. Auch diese Anordnung hat sich bewährt; die Militärstimmen konnten rechtzeitig an die Regierungsstatthalterämter weitergeleitet werden und die Ausmittlung auf diesen Amtsstellen und Zuzählung zu den Gemeindeergebnissen ging ordnungsgemäss vor sich.

In folgenden Amtsbezirken gelangten bei der 1. Verteilung nicht alle Sitze zur Verteilung; bei der 2. Verteilung fielen diese Mandate folgenden Parteien zu:

Bern-Stadt:	Freiwirtschaftsbund
Biel:	Listengruppe der BGB-Partei, kath. Volkspartei und der freisinnig-demokratischen Partei
Büren:	Sozialdemokratische Partei
Erlach:	Nationale Kampfgemeinschaft der Jungbauern
Fraubrunnen:	BGB-Partei
Interlaken:	Sozialdemokratische Partei
Konolfingen:	Nationale Kampfgemeinschaft der Jungbauern
Moutier:	Listengruppe der BGB- und freisinnig-demokratischen Partei und kath. Volkspartei
Nidau:	Nationale Kampfgemeinschaft der Jungbauern
Pruntrut:	Katholische Volkspartei
Saanen:	Parteilose
Schwarzenburg:	BGB-Partei
Seftigen:	BGB-Partei
Signau:	Listengruppe der BGB-Partei und der freisinnig-demokr. Partei
Nieder-Simmental:	BGB-Partei

Thun:	Sozialdemokratische Partei
Trachselwald:	Sozialdemokratische Partei
Wangen:	Sozialdemokratische Partei

Eine 3. Verteilung war notwendig in 2 Wahlkreisen. Dabei fielen die Mandate zu: Im Wahlkreis Bern-Stadt der Sozialdemokratischen Partei und im Wahlkreis Biel der Listengruppe der Sozialdemokratischen Partei und des Parti socialiste remand.

Allgemein und zu den Wahlen in den einzelnen Wahlkreisen sind folgende Bemerkungen zu machen:

1. Im Amtsbezirk Frutigen wurde auf dem Wege der stillen Wahl durch den Regierungsrat von der Liste der Heimatwehr der bisherige Amtsinhaber Ludwig Lengacher als gewählt erklärt. Dieser ist seither verstorben. Gemäss §§ 50 und 51 des Wahldekretes war eine Ergänzungswahl notwendig. Da die Liste der Heimatwehr des Amtsbezirkes Frutigen keinen weitem Ersatzkandidaten aufwies, beauftragte der Regierungsrat den Statthalter, die Listenunterzeichner zur Einreichung eines neuen Vorschlages aufzufordern. Diese schlugen an Stelle des Verstorbenen Abraham Aellig, Landwirt in Adelboden, vor, der vom Regierungsrat als gewählt erklärt wurde. Dieser tritt gemäss Mitteilung des Fraktionspräsidenten der Bauern-, Gewerbe- und Bürgerpartei bei. Damit stellt sich deren Fraktion auf 76 Mitglieder.

2. Im Amtsbezirk Pruntrut hatte die katholische Volkspartei nur 3 Kandidaten aufgestellt, während ihr 4 Mandate zukommen. Gestützt auf § 51 des Wahldekretes schlugen die Unterzeichner der genannten Liste als weiteres Mitglied des Grossen Rates Jos. Vallat, Fürsprecher in Pruntrut, vor. Dieser wurde vom Regierungsrat als gewählt erklärt.

3. Im Amtsbezirk Signau stellten Gustav Bossard, Buchbindermeister in Langnau, und 4 Mitunterzeichner gestützt auf § 38 des Wahldekretes das Begehren um Nachzählung. Sie begründeten es mit der Ungültigerklärung von zirka 12 Wahlzetteln in der Gemeinde Langnau infolge deren Aenderung durch Maschinenschrift persönlicher Schreibmaschinen. Der Regierungsrat lehnte mit Entscheid vom 8. Mai 1942 dieses Begehren ab. Die Tatsache allein, dass einer Partei nur wenige Stimmen für die Zuteilung eines Mandates fehlen, ist für eine Nachzählung nicht genügend. § 38 des Wahldekretes verlangt, dass das Gesuch um Nachprüfung mit einer Begründung versehen sein muss. Aus dieser Begründung muss sich zum mindesten die Wahrscheinlichkeit ergeben, dass bei der Ausmittlung der Ergebnisse Unstimmigkeiten vorgekommen sind, die eine Aenderung der Wahlergebnisse herbeiführen könnten. Art. 11, Abs. 1, des Wahlgesetzes stellt aber ausdrücklich fest, dass der ausseramtliche Wahlzettel nur durch handschriftliche Streichungen und Ergänzungen abgeändert werden darf. Der Absatz 4 des gleichen Artikels erklärt jede Veränderung eines Wahlvorschlages durch ein Vervielfältigungsverfahren für unzulässig und schreibt vor, dass solche abgeänderten Wahlzettel nicht in Berechnung gezogen werden dürfen. Seit Einführung des Proporz für die Grossratswahlen sind nach konstanter Praxis Wahlzettel, die diesem Verbot widersprechen, als ungültig erklärt worden. Der Wahlausschuss von Langnau hat deshalb nach gesetzlicher Vorschrift

entschieden. Die Auffassung der Gesuchsteller, dass untersucht werden sollte, ob ein mit Maschinschrift ausgestellter ausseramtlicher Wahlzettel vom Wähler persönlich und auf eigener Schreibmaschine abgeändert wurde, ist nicht stichhaltig. Eine solche Nachforschung würde gegen den Grundsatz der Wahrung des Stimmgeheimnisses verstossen und könnte zudem nur von Fachleuten erfolgen, welche den Wahlausschüssen sozusagen nie angehören. Demnach hätten auch bei einer Nachprüfung die genannten Wahlzettel als ungültig erklärt werden müssen, so dass eine Aenderung in der Sitzverteilung aus den von den Gesuchstellern angeführten Gründen nicht eintreten würde.

Der Regierungsrat untersuchte aber überdies, ob weitere Gründe für eine Nachzählung vorliegen, die ihn nach § 39 des Wahldekretes veranlassen könnten, von Amtes wegen eine Untersuchung über die Abstimmungs- und Wahlverhandlungen anzuordnen. Er stellte diesbezüglich fest, dass nach dem Bericht des Regierungsstatthalters von Signau die Durchführung der Rechnungsoperationen in den einzelnen Gemeinden und im Zentralbureau zu keinen Schwierigkeiten geführt hat, das Wahlgeschäft im allgemeinen gut verlaufen sei und zu Beanstandungen nicht Anlass gab. Angesichts dieser Erklärung des zuständigen Regierungsstatthalters lag auch kein Grund zur Anordnung einer Untersuchung von Amtes wegen vor.

4. Wahlbeschwerden wurden, soweit eingereicht, wieder zurückgezogen. Es betrifft:

a) Amtsbezirk Seftigen: Zwei Mitglieder des Wahlausschusses von Belp reichten eine Beschwerde ein, weil in eine falsche Urne eingelegte Wahlzettel vom Stimmausschuss als ungültig erklärt worden sind. Die beiden Beschwerdeführer waren der Auffassung, dass die 3 aufgestellten Wahlurnen als eine zu betrachten seien und die Ungültigerklärung der in die falsche Urne eingeworfenen Zettel unrichtig sei.

Eine Nachprüfung der als ungültig erklärten Stimmzettel ergab aber, dass mit ihnen weder in der Verteilung der Parteien noch in der Reihenfolge der Gewählten eine Aenderung erfolgt wäre. Darauf zogen die Beschwerdeführer am 12. Mai 1942 die eingereichte Beschwerde zurück.

Zu der aufgeworfenen Frage äussert sich der Regierungsrat wie folgt:

§ 6 der Vorordnung über die Obliegenheiten der Gemeinderäte und der Stimmausschüsse bei Volksabstimmungen und Wahlen vom 30. Dezember 1921 schreibt vor, dass für die Ausstattung der Abstimmungsräume unerlässlich sind: 2 Urnen, von denen eine für die Aufnahme der Ausweiskarten, die andere für die Aufnahme der Stimmzettel bestimmt ist. § 7 der nämlichen Verordnung verlangt bei gleichzeitiger eidgenössischer und kantonaler Stimmabgabe die Aufstellung von gesonderten Urnen für jede Verhandlung. Finden gleichzeitig mehrere kantonale Verhandlungen statt, so kann der Gemeinderat anordnen, dass für jede eine besondere Urne aufgestellt wird. Nach konstanter Praxis besteht aber kein rechtliches Hindernis, die eidgenössischen und die kantonalen Wahlzettel in eine gemeinsame Urne zu werfen. Die Vorschrift von § 7 ist immer als eine Ordnungsvorschrift betrachtet worden, aufgestellt, um den Wahlaus-

schüssen die Auszählung zu erleichtern. Es ist klar, dass diese Aufstellung besonderer Urnen dagegen vom Ausschuss eine sorgfältige Ueberwachung der Stimmabgabe verlangt, damit die Zettel nicht in die unrichtige Urne gelangen, was deren Ungültigkeit herbeiführt. Die Ungültigerklärung solcher Zettel, die bisher konstant als richtig anerkannt wurden, erfolgt, weil sonst Missbräuche vorkommen könnten. Solche sind insbesondere zu befürchten, wenn die Wahlzettel der verschiedenen Wahlverhandlungen gleich oder ähnlich in Farbe und Format sind. Ein Stimmberechtigter könnte beispielsweise in beide Urnen einen Grossratswahlzettel einlegen und so seine Stimme doppelt abgeben. Es ist zuzugeben, dass eine Ungerechtigkeit für die grösseren Gemeinden, welche verschiedene Wahlurnen aufstellen, gegenüber den kleinen Gemeinden, die alle Wahlzettel der verschiedenen Verhandlungen in die gleiche Urne werfen lassen, besteht, weil bei den erstern die Gefahr der Ungültigerklärung vorhanden ist, während sie bei den letztern, da nur eine Urne verwendet wird, ausgeschlossen ist. Der Regierungsrat wird deshalb prüfen, ob nicht durch eine gesetzliche Regelung diese Ungerechtigkeit behoben werden kann.

b) Im Wahlkreis Bern-Stadt langte am 9. Mai eine Anfrage des Mitgliedes des Wahlausschusses Hans Haudenschild ein, ob der von ihm beim Wahlausschuss eingeleitete Protest als Wahlbeschwerde behandelt werde oder nicht. Nach Aufklärung durch die Staatskanzlei erklärte er, dass er seine Eingabe nicht als Beschwerde behandelt wissen wolle, unter der Bedingung, dass in einem Schreiben an den Wahloffizier der Armee auf die bereits einleitend erwähnten Misstände aufmerksam gemacht werde und gleichzeitig eine Kopie dieser Eingabe auch dem Generaladjutanten der Armee als Vorgesetzten des Wahloffiziers übermittelt werde. Dabei sprach er die Erwartung aus, dass in der Armee eine Untersuchung durchgeführt werde und Wahloffiziere der Stäbe und Einheiten, die ihrer Pflicht nicht nachkamen, zur Rechenschaft gezogen werden. Der gewünschte Bericht, der übrigens selber vom Wahloffizier der Armee von der Staatskanzlei verlangt wurde, ist am 11. Mai 1942 abgegangen. Ueber die rechtliche Ordnung dieser Frage verweisen wir auf das vorstehend unter dem Abschnitt betreffend den öffentlichen Wahlgang Gesagte.

\* \* \*

Im Abstimmungsgeschäft zeigte sich ferner eine Schwierigkeit, weil die Stimmzettel für die Grossratswahlen und jene für die eidgenössische Abstimmung die gleiche Farbe aufwiesen. Es wird sonst allgemein darauf geachtet, dass bei verschiedenen Abstimmungen nicht nur vorschriftsgemäss die Ausweiskarten, sondern auch die Abstimmungszettel in verschiedener Farbe hergestellt werden. Für die diesjährigen Grossratswahlen konnte dem aber nicht Rechnung getragen werden, weil infolge der Einschränkung im Papierverbrauch die Papierbestellung schon Monate vor der Lieferung erfolgten; für die Grossratswahlen bereits am 28. September 1941. Nachdem dann nachträglich auch die Eidgenossenschaft mit Kreisschreiben vom 6. Februar 1942 die Volksabstimmung über das Volksbegehren für die Reorganisation des Nationalrates

auf den 3. Mai 1942 ansetzte, war eine Aenderung nicht mehr möglich. Für die Grossratswahlen wurde im September weisses Papier bestellt gemäss bisherigem Brauch, weil dieses Papier am besten den Anforderungen für die geheime Stimmabgabe nachkommt. Bei farbigem Papier sind immer gewisse Ungleichheiten in der Herstellung vorhanden, die schon zu Wahlbeschwerden geführt haben, wegen Verletzung des Stimmgeheimnisses. Nachdem festgestellt wurde, dass auch die Eidgenossenschaft für ihre Abstimmung weisses Papier wählte, konnte bei 4-6 monatigen Papierlieferungsfristen für die Grossratswahlen nicht mehr etwas anderes angeordnet werden. Die Gleichartigkeit des Papiers brachte es mit sich, dass in grössern Gemeinden Wahlzettel in die falsche Urne gelangten und in 3 kleinen Gemeinden sogar mehr Stimmzettel für die Grossratswahlen als Ausweiskarten einlangten. Es betrifft dies im Amtsbezirk Fraubrunnen die Gemeinden Mattstetten — wo bei 88 Ausweiskarten 90 Wahlzettel einlangten — und Scheunen, mit 18 Ausweiskarten und 19 Wahlzetteln. Im Wahlkreis Nidau langten in Twann 3 Wahlzettel mehr ein als Ausweiskarten. Eine Aenderung in der Mandatverteilung tritt aber nicht ein, auch wenn diese je 3 Wahlzettel jeder Partei für sich allein in Abzug bringt. Aus diesem Grunde beantragt der Regierungsrat, die Wahlen auch in diesem Wahlkreis zu validieren.

Gestützt auf diese Ausführungen stellt der Regierungsrat dem Grossen Rat folgenden

#### Antrag:

Der Grosse Rat nimmt Kenntnis vom Bericht des Regierungsrates vom 22. Mai 1942, worin festgestellt wird, dass gegen die Grossratswahlen vom 3. Mai 1942 keine Beschwerden eingelangt sind. Die Wahlen werden als gültig erklärt.

Alterspräsident **Imhof**. Wie Sie dem Bericht des Regierungsrates haben entnehmen können, sind keine Beschwerden eingereicht worden. Folglich können wir von der Ernennung einer provisorischen Wahlprüfungskommission Umgang nehmen. (Zustimmung.)

Wir können somit die Wahl ohne weiteres validieren:

**Burren** (Steffisburg). Wir sind nicht gegen die Validierung der Wahl. Verschiedene Vorkommnisse veranlassen uns jedoch, folgende Erklärungen abzugeben.

Wie schon vor vier Jahren sind schon bei den letzten Wahlen gewisse Unstimmigkeiten vorgekommen, die zum Teil einer Demokratie einfach unwürdig sind. Ich weise nur darauf hin, dass wir vor vier Jahren Gemeindepräsidenten vor den Regierungsstatthalter zitieren lassen mussten, weil sie sich Sachen geleistet hatten, die wir hier besser nicht anführen. Zum ändern ist man heute daran, Dinge zu untersuchen, über die später noch wird gesprochen werden müssen.

Aber noch etwas: Tausende von Offizieren, Unteroffizieren und Soldaten sind von gewissen Kreisen, aus Redaktionsstuben heraus als nicht mehr sichere Eidgenossen, als nicht mehr sichere Berner hingestellt worden; sie sind von Leuten, die

manchmal selber noch gar nie das Ehrenkleid getragen haben in aller Öffentlichkeit diffamiert worden. Es wird sich später einmal zeigen, ob diese Sorte von Bernern, die sich zu derartigen Anprangerungen berufen fühlen, oder die Opposition der Jungbauern es mit der Heimat besser gemeint und ihr besser gedient haben.

Demokratie ist Diskussion, hat der grosse Burckhardt einmal gesagt. Folglich gibt es keine Demokratie ohne Diskussion. Es wäre eine arme Demokratie, die eine geistige Auseinandersetzung, eine Opposition nicht mehr ertragen und die die Vertreter der Opposition besudelt, um sie so zu erledigen.

Ich mache Sie darauf aufmerksam, dass 50 % der Stimmbürger bei der Abstimmung zu Hause geblieben sind. Diese werden aber bei der Gestaltung der Zukunft auch mitsprechen.

Alterspräsident **Imhof**. Es ist kein Gegenantrag gestellt worden. Die Wahlen sind somit validiert.

### Wahl des Präsidenten des Grossen Rates.

Bei 193 ausgeteilten und 191 wieder eingelangten Stimmzetteln, wovon 11 leer und ungültig, gültige Stimmen 180, somit bei einem absoluten Mehr von 91 Stimmen, wird zum Präsidenten des Grossen Rates gewählt:

Herr Grossrat Keller . . . mit 168 Stimmen.

Herr Präsident Keller übernimmt den Vorsitz.

**Präsident**. Gestatten Sie mir, einige Worte an Sie zu richten, bevor wir mit der Erledigung unserer ordentlichen Geschäfte weiterfahren, und dabei in erster Linie einigen Gefühlen des Dankes Ausdruck zu geben.

Vorab möchte ich unserem Alterspräsidenten, Herrn Kollege Imhof, danken, dem es vergönnt war, zum zweiten Male unsere konstituierende Sitzung zu eröffnen; dann aber auch meinem Vorgänger, Herrn Grossrat Bratschi, der in geschickter, sachlicher, loyaler und unparteiischer Art und Weise die Verhandlungen während des letzten Jahres geleitet hat, unter voller Hingabe an die Arbeit des Grossen Rates.

Aufrichtigen Dank aber sage ich ganz besonders auch Ihnen, meine Herren Kollegen, für das Zutrauen, das Sie mir durch die Wahl zu Ihrem Vorsitzenden geschenkt haben. Die Ehre, die Sie mir damit erwiesen haben, soll in erster Linie dem Landesteil Emmental, meiner engern Heimat Signau und meinem Wohnorte Langnau, aber auch der Fraktion, der ich angehöre, gelten.

Dank auch all denjenigen unter Ihnen, die sich erneut bereit fanden, am Wohle unseres Volkes mitzuarbeiten und sich haben wiederwählen lassen.

Dank aber auch denjenigen Kollegen, die aus dem Rate ausgeschieden sind, sei es, dass sie sich nicht wieder wählen liessen oder Opfer der Tücken des Proporz und der Wandelbarkeit der Volksgunst geworden sind. Den an ihrer Stelle neu in den Rat eintretenden Kollegen und allen Neugewählten überhaupt entbiete ich meinen ganz besondern Willkommensgruss. Wir sind alle davon überzeugt, dass auch sie wie ihre Vorgänger bestrebt sein werden, das Beste zu leisten. Sie haben gehört, dass der Rat um rund einen Drittel erneuert worden ist.

Unser Gruss gilt aber auch der Regierung. Wir danken dem Herrn Regierungspräsidenten für seine hochinteressanten und ernsten Worte, die er zu Beginn der Sitzung an uns gerichtet hat; nicht weniger aber auch dem ganzen Regierungsrat. Wir wissen, welche grosse Arbeit sie geleistet haben und noch zu leisten haben werden in diesen ausserordentlich ernsten Zeiten. Wir geben dabei der Hoffnung Ausdruck, dass das Einvernehmen zwischen Parlament und Regierung auch in der begonnenen Legislaturperiode ein recht gutes sein möge, wie das während der vergangenen der Fall war.

Nicht vergessen wollen wir, wenn wir danken, unsere treuen Helfer: die Herren Staatschreiber, Uebersetzer, Stenographen, Weibel und übrigen dienstbaren Geister, und ganz besonders die Presse, die mit geschickter Hand die Verbindung zwischen dem Volke und unsern Verhandlungen herstellt.

Es wird mein oberstes Bestreben sein, die Verhandlungen des Rates in objektiver Weise zu leiten. Ich bitte Sie dabei alle um Ihre Unterstützung und Ihre Nachsicht, wenn mir dabei mal Fehler unterlaufen.

Als wir vor vier Jahren unsere Legislaturperiode antraten, standen schwere, finstere Gewitterwolken am politischen Himmel Europas. Die Atmosphäre war geladen wie vor einem drohenden schweren Gewitter, von dem niemand weiss, wann es ausbricht, wo es durchziehen und was es für Verheerungen anstellen wird. Anfangs September 1939 brach dann der Sturm los und entfesselte sich seither je länger je mehr zum Orkan, der nicht nur über Europa rast, sondern über die ganze Welt und eine nie geahnte Heftigkeit angenommen hat. Ein gütiges Schicksal und unsere schlagbereite Selbstabwehr haben bisher verhindert, dass wir in den Wirbel der direkten kriegerischen Verwicklungen hineingerissen wurden. Dagegen fühlen wir die wirtschaftlichen Folgen von Tag zu Tag stärker, und nur die weitblickenden Massnahmen unserer eidgenössischen und kantonalen Regierungen haben bewirkt, dass es uns immer noch recht gut geht. Schliesslich werden auch denjenigen die Augen aufgehen müssen, die bisher noch gar nicht verstehen wollten, dass auch wir mitten in wirtschaftlichen Kriegen stehen und alles daran setzen müssen, um durchzuhalten und unsere Existenz zu behaupten.

Ein Ende des fürchterlichen Ringens ist noch gar nicht abzusehen. Nur eines ist sicher: dass wir erst am Anfang der Schwierigkeiten stehen, die es uns bringt. Eine gewaltige Menge von Problemen werden Parlamente und Regierungen zu meistern haben, wenn wir uns durch diese schwierigen Kriegszeiten und die möglicherweise gar nicht viel leichtere, unmittelbar nachfolgende Zeit des Friedens durchkämpfen und uns die Existenz un-

seres eigenen Staates und unsere Unabhängigkeit erhalten wollen. Dass unser Volk das will, hat es mit den Wahlen bewiesen. Seien wir uns dessen stets bewusst, und mögen sich das auch diejenigen merken, die gelegentlich nach andern, für uns absolut nicht passenden Vorbildern schielen. Wollen wir aber unsere Unabhängigkeit bewahren, so kann dies nur durch unsere stete Abwehrbereitschaft nach aussen und durch Ordnunghalten im Innern geschehen. Für ersteres sorgt unsere tüchtige Armee, die wir mit allen Kräften unterstützen müssen und der wir unseren Gruss und Dank entbieten. An der Aufrechterhaltung der Ordnung im Innern sind wir in hohem Masse mitzuarbeiten berufen. Manches wird noch anders werden müssen. Das Leben bleibt nie stehen und ganz besonders nicht während der Phasen derart sprunghafter Entwicklung der Gewalt, wie wir sie momentan erleben. Dabei kann es sich aber nicht darum handeln, fremde, für uns ganz unpassende Beispiele nachäffen zu wollen, sondern unsere Eigenart und unsere Jahrhunderte alte, gesunde Entwicklung sollen uns dabei begleitend sein. Mit Schimpfen und dem Bestreben, alles Bestehende kurzerhand niederreißen zu wollen, ohne dabei zu wissen, was man neu machen will, noch Wege weisen zu können, wie es besser gemacht werden kann, ist nichts getan. Ebenso wenig darf die eine oder andere Volksgruppe auf Kosten anderer ungerechtfertigte oder übermässige Vorteile erzielen. Auch hier muss ausgeglichen werden.

Mein Herr Vorgänger hat in der letzten Sitzung der vergangenen Legislaturperiode ein Fazit gezogen und dabei festgestellt, dass sich die grosse Mehrheit des Bernervolkes während derselben hinter seinen Grossen Rat gestellt habe, indem es den ausgearbeiteten Vorlagen zustimmte. Er hat ferner festgestellt, dass sich unsere bernische Demokratie ohne Vollmachten bewährt habe. Geben wir uns deshalb heute das Wort, dass es unser oberstes Bestreben sein soll, dass dem auch in den noch schwierigeren Zeiten, denen wir entgegengehen, so sein soll, so dass am Ende dieser Legislaturperiode ein gleich günstiges Urteil über unser Tun gefällt werden kann. Das Wohl unseres Volksganzen und die Erhaltung unserer innern Ordnung und Wohlfahrt und die Wahrung unserer Unabhängigkeit nach aussen sollen unser Leitstern sein. Ruhig, sachlich und würdig sollen unsere Verhandlungen sein. Mit dem Geleitwort unserer Bundesverfassung: «Im Namen Gottes, des Allmächtigen» wollen wir unsere Arbeit aufnehmen, getragen vom Ernst der Zeiten, in denen wir leben. (Beifall.)

Bevor wir mit unseren Geschäften weiterfahren, haben wir uns noch einer schmerzlichen Pflicht zu entledigen: Mit einigen Worten unseres leider verstorbene[n] Kollegen, Herrn Grossrat Ludwig Lengacher, Landwirt in Mülönen, Amt Frutigen, zu gedenken. Ludwig Lengacher ist 1907 in Mülönen als Sohn eines Landwirtes geboren und dort aufgewachsen und seither im Betriebe seines Vaters tätig gewesen. Im Jahre 1935 hat er diesen Betrieb selbständig übernommen. Als vor einer Anzahl von Jahren die Heimatwehr gegründet wurde, trat der junge Mann, der sich sehr für politische Fragen interessierte, derselben bei und wurde im Jahre 1934 von dieser Partei in den Grossen Rat abgeordnet und hat dieser Behörde bis zu seinem Hin-

scheide angehört. Noch ganz kurz vor seinem am 24. April erfolgten Ableben ist er im stillen Wahlverfahren als Mitglied des Grossen Rates bestätigt worden. Gerade an seinem Todestage erschien die Mitteilung von seiner Bestätigung in der Tagespresse.

Kraftvoll, unerschrocken und mit Ueberzeugung trat er in unserem Kreise für seine Auffassung ein. Ganz besonders lag ihm das Schicksal der wirtschaftlich Schwachen am Herzen. Offen sagte er seine Meinung heraus und fragte nicht vorher, ob sie passe oder nicht. Die Arbeit des Rates interessierte ihn sehr. Gründlich studierte er die Vorlagen und wohnte den Ratssitzungen fleissig bei. Er hat in folgenden Kommissionen mitgearbeitet:

Gesetz über die Wiederherstellung des finanziellen Gleichgewichtes im Staatshaushalt;  
Dekret betreffend die Einkommenssteuer;  
Dekret betreffend die Kirchgemeinde Zollikofen;  
Kommission für ein neues Jagdgesetz.

Grossrat Lengacher hat sich durch seine Arbeit im Grossen Rate die Anerkennung und Achtung seiner Kollegen und der Regierung erworben. Wir danken ihm für seine uneigennützigste Arbeit am Wohle unseres Volkes bestens und werden sein Andenken in Ehren halten. Ich bitte Sie, meine Herren, sich zu Ehren des Verstorbenen von Ihren Sitzen zu erheben. (Der Rat erhebt sich.)

### Beeidigung.

Es wird zur Beeidigung des so konstituierten Rates geschritten.

Bei der Beeidigung war nicht anwesend Herr Lang. Er wird zu Beginn der nächsten Session beeidigt werden.

### Wahl der Vizepräsidenten des Grossen Rates.

**Präsident.** Für diese Wahlen haben die der Arbeitsgemeinschaft angeschlossenen Parteien einen gedruckten Wahlvorschlag austeilten lassen. Die Fraktion der Jungbauern lässt Ihnen ihren Vorschlag mündlich vorbringen.

**Bigler.** Unsere Fraktion bringt als II. Vizepräsidenten in Vorschlag: Herrn Grossrat Burren, Steffisburg und als Stimmzähler Herrn Grossrat Tschanz, Grosshöchstetten. Die beiden Herren sind bekannt, wenigstens denjenigen Mitgliedern, die dem Rat bereits in der letzten Amtsperiode angehört haben; die übrigen bitten wir, sich bei ihren Kollegen zu erkundigen.

Bei 193 ausgeteilten und 193 wieder eingelangten Stimmzetteln, wovon 5 leer und ungültig, gültige Stimmen 188, somit bei einem absoluten Mehr von 95 Stimmen, wurden gewählt:

Als I. Vizepräsident:

Herr Grossrat Egger . . . mit 162 Stimmen.

Als II. Vizepräsident:

Herr Grossrat Aebersold . . mit 167 Stimmen.

Weitere Stimmen haben erhalten:

Herr Grossrat Burren, Steffisburg . . 16 Stimmen.

Vereinzelt sind . . . . . 5 Stimmen.

### Beeidigung des Präsidenten.

Es wird vom I. Vizepräsidenten dem Präsidenten der Eid abgenommen.

### Wahl der Stimmzähler des Grossen Rates.

Bei 186 ausgeteilten und 183 wieder eingelangten Stimmzetteln, wovon 3 leer und ungültig, gültige Stimmen 180, somit bei einem absoluten Mehr von 91 Stimmen werden im ersten Wahlgang gewählt:

Herr Grossrat Gasser (Schwarzenburg) . . . mit 160 Stimmen.

Herr Grossrat Daepf . . . . mit 160 Stimmen.

Herr Grossrat Blumenstein mit 158 Stimmen.

Weitere Stimmen haben erhalten:

Herr Grossrat Tschanz . . . . . 42 Stimmen.

Bei 156 ausgeteilten und 154 wieder eingelangten Stimmzetteln, wovon 72 leer und ungültig, gültige Stimmen 82, somit bei einem absoluten Mehr von 42 Stimmen wird im zweiten Wahlgang gewählt:

Herr Grossrat Tschanz . . . mit 47 Stimmen.

Weitere Stimmen haben erhalten:

Herr Grossrat Schwarz . . . . . 24 Stimmen.

Vereinzelt sind . . . . . 11 Stimmen.

Eingelangt sind folgende

### Einfache Anfragen:

#### I.

Ist der hohe Regierungsrat nicht der Ansicht, anstatt eine Partialrevision der in Kraft befindlichen veralteten Steuergesetzgebung sei dieselbe im Sinne des eidgenössischen Wehrsteuergesetzes zu revidieren und es sei zur Entlastung der schwer belasteten Gemeinden ein kantonaler Steuerausgleich zu schaffen, zwecks Gleichstellung aller Staatsbürger in Steuersachen? Findet er nicht auch, durch die Vornahme einer Partialrevision werde die Totalrevision hinausgeschoben und verschleppt?

Lenk i. S., den 30. Mai 1942.

Rieben.

## II.

Am 13. Mai 1942 ist über einen Teil des Berner Landes ein schweres Hagelwetter niedergelassen. Besonders wurden betroffen der Landstrich Schwarzenburg-Längenberg, besonders die Gegenden von Fultigen in der Gemeinde Rüeggisberg, Teile des Belpberges, Konolfingen und oberes Emmental.

An den Kulturen in diesem Landstrich ist schwerer Schaden entstanden. Insbesondere wurde das Gras stark bis vollständig zerhackt und die Bäume von ihren Schossen entblösst, so dass noch im nächsten Jahr Schaden entstehen dürfte. Schon jetzt musste viel Vieh aus diesen Gebieten verstellt werden, da gar kein Heu mehr auf den Bühnen war. Die Folge dieses Unwetters wird sich in einem ganz bescheidenen Anfall an Rauhfutter bemerkbar machen. Viele Bauern werden kaum in der Lage sein, die Zinsen zu zahlen, besonders aber diejenigen, welche auf die Erträge der Obstbäume angewiesen sind. Es betrifft insbesondere viele kleine Leute.

Vorläufige Massnahmen sind getroffen worden. Dank der Mithilfe der Regierung war es möglich, das nicht vollständig zerhackte Gras elektrisch zu trocknen, um es im Interesse der Landesversorgung noch als Futtermittel für den kommenden Winter zu erhalten. Viele Getreideäcker wurden umgepflügt und an Stelle des Getreides sind Kartoffeln gesetzt worden. Erträge sind also hier noch zu erwarten. Das Rauhfutter aber wird fehlen.

Damit die Kartoffelerträge im Herbst im Interesse der menschlichen Versorgung abgeliefert werden, im kommenden Winter der Viehstand aber durchgehalten werden kann, muss zusätzlich Futter beschafft werden. Die Erhaltung des Viehstandes ist nötig, sowohl im Hinblick auf die Produktion an Fleisch und Milch, aber auch im Hinblick auf die Produktion von genügend Wirtschaftsdünger.

Ist die Regierung bereit, weitere Massnahmen in die Wege zu leiten, indem sie eine Hilfe gewährt aus der Bauernhilfskasse oder aus andern Mitteln, um den allerschwerst Betroffenen die Bezahlung der Zinsen zu ermöglichen? Ist die Regierung im weiteren bereit, da wo die Rauhfutternvorräte im Herbst nicht genügen werden zur Durchhaltung der Viehstände als Folge des Hagelwetters, den betreffenden Bauern Rauhfutter aus den Armeelagern, sowie Kraftfutter wenn möglich verbilligt zur Verfügung zu stellen?

Bern, den 1. Juni 1942.

Wüthrich.

## III.

Der Regierungsrat hat gewisse Funktionen, welche sonst von Gesetzes wegen dem Regierungsstatthalter obliegen, wegen Amtsüberhäufung an den Amtsverweser delegiert. Meines Wissens sind das Rechtsgeschäfte, die gemäss den Bundesratsbeschlüssen vom 19. Januar 1940 und 7. November 1941 betreffend Massnahmen gegen die Bodenspekulation und der Verschuldung der Genehmigung des Regierungsstatthalters bedürfen; dazu kommen noch Geschäfte armenrechtlicher Natur, die ebenfalls der Amtsverweser zu befinden hat.

Trotz dieser Delegation ist im Amte Thun festzustellen, dass die Erledigung gewisser Geschäfte zu lange auf sich warten lässt.

Wir fragen den Regierungsrat an, ob man beabsichtigt, diese Zustände weiter bestehen zu lassen oder was zur Behebung dieser Uebelstände getan werden soll.

Bern, den 1. Juni 1942.

Burren (Steffisburg).

Gehen an den Regierungsrat.

Eingelangt sind ferner folgende

**Motionen:**

## I.

Die heutige Wirtschafts- und Steuerpolitik erlauben einem Teil der Bevölkerung grosse Kriegsgewinne, während andere Teile unseres Volkes bei der zunehmenden Teuerung grosse Opfer bringen müssen. Der bisher übliche Teuerungsausgleich ist ungenügend. Auf die Dauer wird diese Entwicklung zu gefährlichen sozialen Spannungen führen.

Der Regierungsrat wird beauftragt, bei den zuständigen Behörden energisch zu verlangen, dass die hohen Kriegsgewinne verschwinden oder der Allgemeinheit dienstbar gemacht werden und dem Grossen Rat beförderlichst Bericht und Antrag zu stellen, in welchem Sinne er den Teuerungsausgleich besonders für die untern Lohnkategorien gerechter und tragbarer zu gestalten gedenkt.

Bern, den 1. Juni 1942.

Barben (Ernst)  
und 16 Mitunterzeichner.

## II.

Das Unwetter vom 13. Mai hat in den Bezirken Schwarzenburg, Seftigen, Konolfingen und Signau grosse Schäden verursacht. Durch ausserordentliche Anstrengungen der Betroffenen und durch die Einleitung verschiedener Hilfsaktionen konnte viel Schaden behoben oder wenigstens gemildert werden. Dank dieser Massnahmen und der seither günstigen Witterung ist bereits eine erfreuliche Erholung der meisten Kulturen eingetreten.

Der Regierungsrat wird höflich ersucht, seinerseits zur Hilfestellung beizutragen, und zwar durch:

- a) Angemessene Entschädigung der erheblichen Dachschäden im Sinne der bereinigten Gesetzesänderung über «die Versicherung der Gebäude gegen Feuergefahr».
- b) Gewährung eines Beitrages an die bedeutenden Aufwendungen zur Verwertung von Hagelgras durch elektrische Graströcker.
- c) Vermittlung von Heu und Futterstroh an Betriebe, welche durch den Hagelschlag einen erheblichen Ausfall an Heu erlitten haben.

Bern, den 1. Juni 1942.

Gfeller  
und 64 Mitunterzeichner.

## III.

Der Regierungsrat wird eingeladen, zur Entlastung der verkehrstechnisch ungenügenden und gefährlichen Tiefenaustrasse das aus dem Wettbewerb «Gross-Bern» hervorgegangene Grauholz-Strassen-Projekt technisch und finanziell so abzuklären, dass bei kommender Arbeitslosigkeit mit der Bauausführung ungesäumt begonnen werden kann.

Bern, den 1. Juni 1942.

Hubacher  
und 47 Mitunterzeichner.

Werden auf den Kanzleisch gelegt.

Eingelangt ist sodann folgende

**Interpellation:**

Ist der Regierungsrat, im Blick auf die Entwicklung des Verhältnisses zwischen Preisen und Löhnen und unserer Landwirtschaft nach dem Kriege nicht der Meinung, dass mit einer wirklichen Entschuldung der Landwirtschaft raschestens begonnen werden sollte?

Ist er bereit, dem Grossen Rat Bericht und Antrag einzubringen, was vom Kanton aus sofort getan werden soll?

Bern, den 1. Juni 1942.

Seewer  
und 15 Mitunterzeichner.

Geht an den Regierungsrat.

Schluss der Sitzung um 5<sup>1</sup>/<sub>4</sub> Uhr.

*Der Redaktor:*  
Vollenweider.

**Zweite Sitzung.**

**Dienstag, den 2. Juni 1942,**

vormittags 9 Uhr.

Vorsitzender: Präsident Keller (Langnau).

Die Präsenzliste verzeigt 193 anwesende Mitglieder; mit Entschuldigung abwesend ist Herr Lang.

**Kenntnisgabe vom Ergebnis der Regierungsratswahlen.**

Zur Verlesung gelangt ein Protokollauszug aus den Verhandlungen des Regierungsrates, wonach derselbe, gestützt auf die von der Staatskanzlei vorgenommene Zusammenstellung der Protokolle über die Wahl der Mitglieder des Regierungsrates und gemäss Art. 33 und 34 der Staatsverfassung beschliesst:

1. Es wird beurkundet, dass am 3. Mai 1942 bei einer Anzahl von 226 417 Stimmberechtigten und bei einer Wahlbeteiligung von 144 836 Bürgern, von welchen 99 647 in Berechnung fallende Wahlzettel abgegeben wurden, somit bei einem absoluten Mehr von 49 824, für die Amtsperiode vom 1. Juni 1942 bis zum 31. Mai 1946 zu Mitgliedern des Regierungsrates gewählt worden sind:

Regierungsrat Dr. Hugo Dürrenmatt, von Guggisberg, mit 93 903 Stimmen.

Regierungsrat Arnold Seematter, von Saxeten, mit 93 900 Stimmen.

Regierungsrat Georges Mœckli, von Neuveville und Basadingen (Thurgau), mit 93 676 Stimmen.

Regierungsrat Dr. Max Gafner, von Beatenberg und Thun, mit 93 642 Stimmen.

Regierungsrat Dr. Henri Mouttet, von Courchaipoix, mit 93 444 Stimmen.

Regierungsrat Dr. Paul Guggisberg, von Belp, mit 93 401 Stimmen.

Regierungsrat Hans Stähli, von Schüpfen, mit 93 308 Stimmen.

Regierungsrat Dr. Alfred Rudolf, von Ligerz, mit 92 907 Stimmen.

Regierungsrat Robert Grimm, von Bern und Hinwil (Zürich), mit 91 080 Stimmen.

2. Die Wahlen werden vom Regierungsrat in Ausführung von § 31 des Dekretes vom 10. Mai 1921 über das Verfahren bei Volksabstimmungen und Wahlen als gültig erklärt.

3. Von diesem Ergebnis ist dem Grossen Rate Kenntnis zu geben; auch ist es durch das Amtsblatt öffentlich bekannt zu machen.

**Präsident.** Wir nehmen von diesem Wahlergebnis Kenntnis und entbieten der Regierung die allerbesten Glückwünsche.

Es folgt die

### **Beeidigung**

der Mitglieder des Regierungsrates.

**Präsident.** Leider hat heute im Kreis der Regierungsräte Herr Regierungsrat Seematter gefehlt. Er musste sich in der letzten Woche einer Operation unterziehen. Wir entbieten ihm unsere herzlichsten Wünsche für eine recht baldige gänzliche Wiederherstellung. Er hat sich in einem kurzen Schreiben entschuldigt. Ich möchte vorschlagen, die Beeidigung des Herrn Regierungsrat Seematter dem Regierungsrat zu übertragen. Unsere Wünsche zur recht baldigen Wiederherstellung werden wir Herrn Regierungsrat Seematter durch einen Blumengruss ins Spital schicken. (Zustimmung.)

### **Wahl des Präsidenten und des Vizepräsidenten des Regierungsrates.**

Bei 178 ausgeteilten und 175 wieder eingelangten Stimmzetteln, wovon 11 leer und ungültig, in Betracht fallende Stimmen 164, somit bei einem absoluten Mehr von 83 Stimmen werden im ersten Wahlgang gewählt:

als Regierungspräsident:

Herr Regierungsrat Dr. Max Gafner,  
mit 155 Stimmen.

als Vizepräsident des Regierungsrates:

Herr Regierungsrat Dr. Alfred Rudolf,  
mit 123 Stimmen.

**Präsident.** Ich gratuliere den beiden Herren namens des Grossen Rates zu ihrer Wahl bestens. Ganz besonders möchte ich Gruss und Gratulation entbieten dem Herrn Regierungspräsidenten zu dem prächtigen Resultat. 155 von 164 Stimmen, dieses prächtige Resultat mag dem Herrn Regierungspräsidenten ein Zeichen für die Wertschätzung sein, die er hier im Grossen Rat geniesst und die ihm im gegenwärtigen Zeitpunkt die Erfüllung seiner Aufgabe bedeutend erleichtert.

**Gafner, Regierungspräsident.** Ich möchte Ihnen herzlich danken für die grosse Ehrung, die Sie mir soeben durch meine Wahl zum bernischen Regierungspräsidenten erwiesen haben. Ich bitte Sie, mir das Vertrauen, das Sie mir mit dieser Wahl entgegengebracht haben, zu erhalten; ich darf Sie versichern, dass ich aufrichtig bestrebt sein werde, dieses Vertrauen zu rechtfertigen. Ich bitte ferner um die Unterstützung und positive

Mitarbeit jedes einzelnen Grossratsmitgliedes. Die Regierung hat sie in der gegenwärtigen schwierigen Zeit doppelt nötig.

Meinem Amtsvorgänger, Herrn Regierungsrat Mœckli, möchte ich herzlich danken für die grossen Dienste, die er im abgelaufenen Jahr als Regierungspräsident dem Kanton Bern geleistet hat, für die von hoher Pflichtauffassung getragene und wohlhabgewogene Art der Geschäftsbehandlung sowie für die konziliante und objektive Präsidalführung. (Beifall.)

### **Organisation und Zuteilung der Direktionen des Regierungsrates.**

Diskussionslos wird folgender Antrag des Regierungsrates genehmigt.

#### **Beschluss:**

A. Es sind für die neue Verwaltungsperiode folgende neun Direktionen zu bilden:

1. Direktion des Innern.
2. Direktion der Justiz und des Kirchenwesens.
3. Direktion der Polizei.
4. Direktion der Finanzen und der Domänen und des Militärs.
5. Direktion des Erziehungswesens.
6. Direktion der Bauten und der Eisenbahnen.
7. Direktion der Forsten und der Landwirtschaft.
8. Direktion des Armenwesens.
9. Direktion des Gemeindewesens und der Sanität.

B. Es sind die Verwaltungszweige der Staatsverwaltung für die Verwaltungsperiode 1942/46 folgendermassen den Mitgliedern des Regierungsrates zuzuteilen:

Die Verwaltung des Innern an Regierungsrat Dr. Gafner.

Die Verwaltung der Justiz und des Kirchenwesens an Regierungsrat Dr. Dürrenmatt.

Die Verwaltung der Polizei an Regierungsrat Seematter.

Die Verwaltung der Finanzen, Domänen und des Militärs an Regierungsrat Dr. Guggisberg.

Die Verwaltung des Erziehungswesens an Regierungsrat Dr. Rudolf.

Die Verwaltung der Bauten und Eisenbahnen an Regierungsrat Grimm.

Die Verwaltung der Forsten und der Landwirtschaft an Regierungsrat Stähli.

Die Verwaltung des Armenwesens an Regierungsrat Mœckli.

Die Verwaltung des Gemeindewesens und der Sanität an Regierungsrat Dr. Mouttet.

**Präsident.** Wir gehen über zur Wahl der ständigen Kommissionen. Herr Barben hat das Wort zu einer Erklärung verlangt.

**Barben (Ernst).** Die Wahlvorschläge liegen gedruckt vor. Ich möchte mich dazu nicht weiter äussern, sondern nur kurz sagen, dass wir von unserer Seite an der Vertretung in der Staatswirtschaftskommission festhalten. Wir hatten dort bisher einen Vertreter bestellt, das war Herr Bigler. Ich möchte sagen, dass er seine Pflicht in der Staatswirtschaftskommission getan hat und sich bemüht hat, mitzuarbeiten, wie es sich gehört. Nach den nun vorliegenden Vorschlägen der vereinigten Parteien figurieren auf dieser Liste neun Kandidaten; das will heissen, dass man uns unsern Anspruch streitig machen will und den bisherigen Vertreter, Herrn Bigler, wegzuwählen gedenkt.

Die Verhältnisse liegen so, dass man sagen kann, dass Sie dazu die Macht haben. Es stellt sich aber eine andere Frage, und um diese geht es jetzt: das ist die Frage der Billigkeit, die Frage, ob das recht oder nicht recht ist. Darüber einige sachliche Aufschlüsse auf Grund von Zahlen, die Sie selbst ausgerechnet haben. Darnach sollen bei neungliedrigen Kommissionen die Fraktion der Bauern-, Gewerbe- und Bürgerpartei 3,65 Mandate, aufgerundet 4, erhalten, die Sozialdemokraten 2,64 Mandate, aufgerundet 3, die Freisinnigen 1,29 Mandate, abgerundet 1, wir mit 0,81 Mandaten null und die Katholisch-Konservativen mit 0,57 1.

So hat man die Sache gedreht, um uns dieses Mandat streitig zu machen und einen andern an diese Stelle zu setzen. Dass ein Vertreter der katholisch-konservativen Fraktion in die Staatswirtschaftskommission kommt, scheint mir gerechtfertigt; diese Fraktion sollte in der Staatswirtschaftskommission vertreten sein. Das ist also in Ordnung; was aber nicht recht ist, ist das, dass man unsere Fraktion mit einem Anrecht auf 0,81 Mandate hinauswirft, während man bei den beiden grössten Fraktionen Bruchteile von 0,64 und 0,65 noch mit einem weitem Mandat bedenkt.

Ich glaube, diese Zahlen seien deutlich genug; wenn man dieses Verhalten auf das finanzielle Gebiet anwendet, muss man sagen, dass man die Reichen reicher und die Armen ärmer macht — das würde ungefähr zu ihrer Wirtschaftspolitik passen.

Das ist ein Punkt, den ich hervorheben möchte, um die sachliche Begründetheit unserer Forderung zu belegen. Was profitieren Sie dabei? Sicher ist eines, das ist das, dass Sie im Moment eine gewisse Freude empfinden und ein Gefühl der Erleichterung, weil Sie so einen gewissen Aerger loswerden können. Das gönnen wir Ihnen, diese Schadenfreude, aber ob das demokratisch ist, dass man 16 000 Wählern im Kanton keine Vertretung gibt, das müssen Sie mit sich selber abmachen; Sie müssen überlegen, ob es gut ist für die Sache selbst. Sie müssen die Verantwortung tragen, aber ich glaube, wenn man die heutige Zeit betrachtet und sich vergegenwärtigt, dass die Verhältnisse momentan sicher nicht besser werden, so wird die Zeit kommen, wo Sie auch diese 16 000 Wähler nötig haben werden.

Dieses Vorgehen wird sicher auch die Ratsverhandlungen nicht abkürzen; wenn Sie die Sache

von dieser Seite betrachten, werden Sie sicher nichts profitieren. Wie wird es gehen, wenn wir nicht vertreten sind? Wir werden uns hier die nötige Auskunft verschaffen müssen. Ich glaube, auch im Hinblick darauf wäre es sicher nicht unbillig, wenn man uns entgegenkäme. Man hört und liest heute viel von Zusammenarbeit; gerade gestern ist auch vom Herrn Alterspräsidenten von Zusammenarbeit gesprochen worden. Ich frage: Ist das Ihr Begriff von Zusammenarbeit, wenn man ausgerechnet eine berechnete Vertretung aus der wichtigsten Kommission entfernen will? Ich frage mich hier in aller Ruhe, ob wir dann an andern Kommissionen ein Interesse haben. Das wird also weitere Konsequenzen haben. Ich möchte doch bitten, zu überlegen und sich zu fragen: Wollen wir Unrecht schaffen, oder wollen wir in einem Staat bleiben, von dem man sagen kann, dass er noch das Recht vertritt?

### Wahl der Wahlprüfungskommission.

Bei 182 ausgeteilten und 182 wieder eingelangten Stimmzetteln, wovon 4 leer und ungültig, gültige Stimmen 178, somit bei einem absoluten Mehr von 90 Stimmen, werden im ersten Wahlgang gewählt:

Herr Grossrat	H a c h e n . . .	mit 156 Stimmen.
»	» Meyer (Roggwil) »	156 »
»	» Segessen-	
	mann . . . »	152 »
»	» Z i n g g . . . »	150 »
»	» S c h l a p p a c h »	149 »
»	» V a l l a t . . . »	140 »

Weitere Stimmen hat erhalten:

Herr Grossrat Stalder . . . . . 66 Stimmen.

Bei 174 ausgeteilten und 156 wieder eingelangten Stimmzetteln, wovon 86 leer und ungültig, gültige Stimmen 70, somit bei einem absoluten Mehr von 36 Stimmen, wird im zweiten Wahlgang gewählt:

Herr Grossrat Stalder . . . mit 58 Stimmen.

Vereinzelt sind 12 Stimmen.

### Wahl der Justizkommission.

Bei 186 ausgeteilten und 186 wieder eingelangten Stimmzetteln, wovon keine leer und ungültig, gültige Stimmen 186, somit bei einem absoluten Mehr von 94 Stimmen, werden im ersten Wahlgang gewählt:

Herr Grossrat	A m s t u t z . . .	mit 156 Stimmen.
»	» B r ä n d l i . . . »	160 »
»	» G i o v a n o l i . . . »	140 »
»	» I m h o f . . . »	149 »
»	» M e y e r (Ober-	
	steckholz) . . . »	145 »
»	» P i q u e r e z . . . »	143 »

Weitere Stimmen haben erhalten:

Herr Grossrat Burren (Steffisburg) 80 Stimmen.  
Herr Grossrat Seewer . . . . . 70 »

Bei 165 ausgeteilten und 161 wieder eingelangten Stimmzetteln, wovon 22 leer und ungültig, gültige Stimmen 139, somit bei einem absoluten Mehr von 70 Stimmen wird im zweiten Wahlgang gewählt:

Herr Grossrat Seewer . . . mit 89 Stimmen.

Weitere Stimmen hat erhalten:

Herr Grossrat Burren (Steffisburg) . 50 Stimmen.

### Wahl der Staatswirtschaftskommission.

Bei 188 ausgeteilten und 187 wieder eingelangten Stimmzetteln, wovon einer leer, gültige Stimmen 186, somit bei einem absoluten Mehr von 94 Stimmen, werden gewählt:

Herr Grossrat Freimüller	mit 161 Stimmen.
» » Stünzi . . . . .	» 159 »
» » Jakob . . . . .	» 158 »
» » Häberli . . . . .	» 156 »
» » Steiger (Bern)	» 155 »
» » Studer . . . . .	» 152 »
» » Hofer . . . . .	» 147 »
» » Schwendimann . . . . .	» 144 »
» » Varrin . . . . .	» 134 »

Weitere Stimmen hat erhalten:

Herr Grossrat Bigler . . . . . 29 Stimmen.

**Barben** (Hondrich). Man sagt manchmal: «Die Mehrheit ist nicht immer die Wahrheit und die Mehrheit ist nicht immer das Recht.» Und das haben Sie nun gezeigt. Wir haben das, was beabsichtigt war, schon zum voraus kommen sehen, als in den Zeitungen bereits die Photographien des neuen Regierungs- und des neuen Grossratspräsidenten erschienen waren. Man musste sich aber wirklich sagen, dass die Wahlen offensichtlich gar nicht im Ratsaale, sondern vorher stattfinden. Es fehlte eines noch, die Angabe der Abstimmungszahlen.

Jetzt sind Sie in der Staatswirtschaftskommission unter sich; jetzt können Sie dort schalten und walten nach dem Motto «Alles ist uns»; jetzt können Sie dann Bilanzbereinigungen von 50 Millionen und ähnliches vornehmen, unbekümmert darum, ob das Volk etwas davon vernimmt oder nicht. So in dieser Art wird das dann gehen, aber das Unrecht wird bestehen bleiben, und dieses Unrecht ist auf Ihrer Seite; das Recht aber bei uns.

Wir sind hier nur noch unser 17. Aber wir nehmen den Kampf auf gegen diese zehnfache Uebermacht. Es war ja immer alte gute schweizerische Tradition, dass sich die Eidgenossen geradezu gefreut haben, gegen eine Mehrzahl von Feinden zu kämpfen. Wir werden es gleich halten und auch weiterkämpfen, nicht für das, was Sie heute auf

sich geladen haben, also nicht für das Unrecht, sondern für das Recht.

Wir dürfen ruhig sagen, und Sie werden das zugeben müssen, dass Ihre heutige Handlungsweise undemokratisch ist. Ist das etwa die vielgerühmte Zusammenarbeit? Ich glaube kaum. Es bleibe dahingestellt, ob das eine Verfassungsverletzung oder vielleicht ein kleiner Racheakt ist; jedenfalls kann man das mit Fug und Recht als eine politische Gemeinheit bezeichnen. Man kann auch noch sagen: Neben Bern gibt es auch noch ein Lausanne. Jedenfalls werden Sie es sein, die die Folgen dieser Handlungsweise zu tragen haben werden. Die Zukunft wird dann ja zeigen, wer Recht bekommt. Wir hoffen, das Recht werde in Zukunft doch durchdringen, auch gegen Ihren Willen und trotz Ihrer jetzigen Uebermacht.

Ich habe vorhin auf das Verhalten der alten Eidgenossen hingewiesen. Ihr habt uns jetzt überwältigt. Es war ja leicht möglich, uns zu überstimmen. Es kann aber einmal eine Zeit kommen, in der Sie auch die Jungen nötig haben. Wir möchten zwar fest hoffen, es möge nicht so weit kommen. Aber diese Zeit wird voraussichtlich doch eintreten. Dann werden Sie schon wieder mit sich reden lassen.

Da Sie sich jetzt gerade in einem derartigen Siegestaumel befinden, wollen wir Sie nicht stören. Wir sind deshalb der Auffassung, es sei jetzt am besten, Sie in Ihrer Siegesfreude etwas allein zu lassen. (Unruhe.)

Die jungbäuerliche Fraktion verlässt den Saal.

### Wahl des Präsidenten, der zwei Vizepräsidenten, sowie von zwölf Mitgliedern und fünf Ersatzmitgliedern der kantonalen Rekurskommission.

Bei 163 ausgeteilten und 156 wieder eingelangten Stimmzetteln, wovon einer leer, gültige Stimmen 155, somit bei einem absoluten Mehr von 78 Stimmen, werden im ersten Wahlgang gewählt:

Als Präsident:

Herr Kellerhals in Bern . . . mit 149 Stimmen.

Als I. Vizepräsident:

Herr Müller in Seftigen . . . mit 146 Stimmen.

Als II. Vizepräsident:

Herr Meister in Rüegsau . . . mit 136 Stimmen.

Als Mitglieder:

Herr Benoit in Tramelan . . .	mit 139 Stimmen.
» Dr. Bettler in Interlaken . . .	» 143 »
» Bucher in Nidau . . . . .	» 146 »
» Christen in Oschwand . . . . .	» 143 »
» Hänni in Grossaffoltern . . . . .	» 147 »
» Kohli in Ostermundigen . . . . .	» 133 »
» Lachat in Porrentruy . . . . .	» 135 »
» Mader in Bern . . . . .	» 141 »
» Reichen in Kandersteg . . . . .	» 144 »
» Vuille in Tramelan . . . . .	» 145 »
» Zürcher in Dürsrüti . . . . .	» 143 »

Als Ersatzmänner:

Herr Affolter in Riedtwil . . . mit 140 Stimmen.  
 » Gilgen in Dotzigen . . . » 138 »  
 » Schluëpp in Tavannes » 138 »  
 » v. Wattenwil in Bern » 131 »

Weitere Stimmen haben erhalten:

Als Mitglieder:

Herr Ruef in Bern . . . . . 15 Stimmen.

Weitere Stimmen sind vereinzelt.

Als Ersatzmänner:

Herr Franz Meyer in Bern . . . . 16 Stimmen.

Weitere Stimmen sind vereinzelt.

**Buri.** Am ersten Tag und in der ersten Sitzung dieser Session ist von Herrn Burren (Steffisburg) eine Bemerkung gemacht worden, die nicht beantwortet wurde. Es wurde eine Antwort absichtlich unterlassen, um nicht schon in der ersten Sitzung dieser Session in dieser Art und Weise miteinander reden zu müssen.

Anschliessend an die Wahl der Staatswirtschaftskommission hat nun Herr Barben wiederum Bemerkungen angebracht, die eigentlich doch eine Antwort unsererseits verlangt hätten.

Es ist jetzt nicht nötig, zu erklären, ob die jungbäuerliche Fraktion Anspruch auf ein Mitglied der Staatswirtschaftskommission hätte oder nicht. Die Tatsache, dass man diese Fraktion an anderer Stelle berücksichtigt hat, wo das auch in Frage gestellt war, genügt. Damit ist die Sache für uns erledigt.

Zu den gestrigen Ausführungen des Herrn Burren ist nur noch zu bemerken, dass, wenn da von Verdächtigungen gesprochen wird, das vor den Richter und nicht in den Grossratssaal hinein gehört. Damit ist für mich auch das erledigt.

Ich komme nun zur Wahl der Rekurskommission. Es ist klar, dass, nachdem die jungbäuerliche Fraktion den Saal verlassen hat, es nicht Sache der andern Fraktionen ist, die jungbäuerlichen Vertreter zu wählen; man hätte ihnen aber die in Frage stehenden Sitze ohne weiteres überlassen. Es stellt sich nun die Frage, ob wir diese beiden Sitze, die noch zu besetzen sind, mit andern Kandidaten besetzen oder ob wir den zweiten Wahlgang verschieben wollen. Wir beantragen Verschiebung. (Zustimmung.)

### Beschluss:

Der zweite Wahlgang wird verschoben.

### Bestellung von Kommissionen.

**Präsident.** Das Bureau hat die Mitgliederzahl der nachfolgenden Kommissionen wie folgt bestimmt:

Gesetz über die Revision des Gesetzes über die direkten Staats- und Gemeindesteuern 15 Mitglieder.

Dekret betreffend die Ausrichtung von Teuerungszulagen an die Rentenbezüger der Hilfskasse und der Lehrerversicherungskasse 11 Mitglieder.

Dekret betreffend die Errichtung einer zweiten Pfarrstelle an der französisch-reformierten Kirchengemeinde Moutier 7 Mitglieder.

Soviel ich festgestellt habe, sind die Fraktionen bereits im Begriffe, ihre Vorschläge einzureichen. Das Bureau wird dann die Wahlen noch vornehmen, damit die Vorbereitung der fraglichen Geschäfte an die Hand genommen werden kann.

Eingelangt sind folgende

### Motionen:

I.

Um drohender Arbeitslosigkeit begegnen zu können und im Hinblick auf die bereits in Aussicht genommenen Arbeitsbeschaffungsprojekte von Bund und Kanton, und insbesondere im Hinblick auf die Notwendigkeit der Förderung des Verkehrs und der Belebung der Wirtschaft in den von den Kriegsfolgen bedingten Krisengegenden des Berner Oberlandes und aus Gründen des höhern Landesinteresses wird der Regierungsrat eingeladen, die Vorarbeiten für den Bau einer linksufrigen Brienersee-Strasse beförderlichst in die Wege zu leiten und hierüber dem Grossen Rat Bericht und Antrag zu unterbreiten.

Bern, den 1. Juni 1942.

Zürcher (Bönigen)  
und 69 Mitunterzeichner.

II.

Der Regierungsrat wird eingeladen, dem Grossen Rat Massnahmen vorzuschlagen, welche geeignet sind, die Stellenlosennot unter der bernischen Lehrerschaft wirksam zu bekämpfen.

Bern, den 2. Juni 1942.

Cueni  
und 56 Mitunterzeichner.

Werden auf den Kanzleisch gelegt.

Eingelangt sind ferner folgende

### Interpellationen:

I.

Durch Regierungsratsbeschluss vom 17. März 1942 werden die Grundeigentümer, welche Waldrodungen zum Zwecke der Gewinnung von Ackerland vornehmen, von der Entrichtung der Gebüh-

ren für die Wiederaufforstung befreit, rückwirkend auf 1. Januar 1942.

Diese ungleiche Behandlung wird von den Gesuchstellern des Jahres 1941, welche Gebühren von Fr. 1 bis 10 pro Are bezahlt haben und die durch ihre frühzeitig in Angriff genommenen Rodungen bereits produktives Ackerland geschaffen haben, als Unrecht empfunden. Ist der Regierungsrat nicht auch der Auffassung, dass durch Gewährung der gleichen Vergünstigungen für die Rodungen des Jahres 1941 ein gerechter Ausgleich geschaffen werden muss?

Bern, den 1. Juni 1942.

Weber (Treiten)  
und 16 Mitunterzeichner.

## II.

In letzter Zeit haben die Fälle von Landesverrat und Spionage stark zugenommen. Was gedenkt der Regierungsrat zu tun, um dieser für unser Land unheilvollen Entwicklung zu begegnen? Ist er nicht auch der Auffassung, dass für solche verabscheuungswürdige Vergehen schärfere Strafen am Platze wären?

Andererseits ist es vor allem bei den bernischen Grossratswahlen vorgekommen, dass Propagandazentralen in Presse und Flugblättern aus parteipolitischer Spekulation, aber vollkommen ungerechtfertigt und entgegen aller Wahrheit und jeglichen Anstandes, ganze gegnerische Parteien national verdächtigt, ohne dass die Behörden diesem verbrecherischen Treiben Einhalt geboten.

Ist der Regierungsrat nicht auch der Auffassung, dass die grundlosen Verdächtigungen gegenüber 16 000 Wählern und Berner Bürgern, als wären sie nicht mehr zuverlässige Schweizer, dem Lande Schaden zufügen? Ist das der Dank für die treue Pflichterfüllung in der Armee und im Hinterland?

Ist der Regierungsrat bereit, die Urheber der Verdächtigungen zur Rechenschaft zu ziehen und ist er gewillt, die nötigen Vorkehrungen für die Zukunft zu treffen?

Ist dem Regierungsrat bekannt, dass vor allem im Oberland die militärischen Ortswehren zu parteipolitischer Propaganda missbraucht wurden? Ist er auch hier bereit, Abhilfe zu schaffen?

Bern, den 2. Juni 1942.

Barben (Ernst)  
und 15 Mitunterzeichner.

## III.

In einem Kreisschreiben vom 11. Februar 1942 macht der Vorsteher des eidgenössischen Departementes des Innern die Kantonsregierungen auf die grosse Beanspruchung der Waldungen aufmerksam. Er stellt fest, dass das obere Forstpersonal in mehreren Kantonen zu wenig zahlreich ist, um seiner schwierigen Aufgabe zu genügen. Neben der Hauptaufgabe der sorgfältigen Schlaganzeichnung, unter möglichster Schonung der Bestände und unter Erhaltung eines genügenden Nachwuchses hat das Forstpersonal noch sehr viele administrative Arbeiten zu erledigen.

Ist der Regierungsrat nicht auch der Ansicht, dass gerade in unserm Kanton das Forstpersonal vermehrt werden muss, und dass das Kreisforstamt Langenthal wieder zu besetzen ist, wenn unsere schönen Waldungen nicht binnen kurzem schweren Schaden leiden sollen.

In welcher Art und Weise gedenkt der Regierungsrat der Aufforderung des eidgenössischen Departementes des Innern nachzukommen, damit für die Schlaganzeichnung 1942/43 genügend Personal vorhanden ist.

Bern, den 1. Juni 1942.

Stucki (Steffisburg)  
und 15 Mitunterzeichner.

Gehen an den Regierungsrat.

Eingelangt ist weiter folgendes

### Postulat:

Durch die kriegswirtschaftlichen Vorschriften ist das Verkaufsvolumen der Ladeninhaber stark geschwunden. Dadurch werden viele kleine Existenzen gefährdet.

Andererseits werden viele Ersatzstoffe auf den Markt geworfen, über deren Qualität, Preis und Zweckmässigkeit Zweifel bestehen. Ist der Regierungsrat bereit, eventuell in Verbindung mit den eidgenössischen Behörden eine Prüfstelle für Ersatzstoffe zu schaffen, um den Detailhandel und die Konsumentenschaft vor mangelhaften Fabrikaten zu schützen.

Bern, den 2. Juni 1942.

Hirsbrunner  
und 18 Mitunterzeichner.

Geht an den Regierungsrat.

Eingelangt sind sodann folgende

### Einfache Anfragen:

#### I.

Was gedenkt der hohe Regierungsrat zu tun, um Gemeinden zum Ankauf von Bergwesen, die sonst ausserhalb der Gemeindegrenzen verkauft werden, billiges, höchstens 2 1/2 % iges Geld zur Erwerbung derselben zu beschaffen?

Bern, den 2. Juni 1942.

Rieben.

#### II.

Der hohe Regierungsrat des Kantons Bern wird höflich ersucht, darüber Auskunft zu erteilen, wie weit die Vorarbeiten für die Korrektur der Weissen-Lenk-Strasse vorgeschritten sind, und ob es nicht möglich wäre, die Teilstrecke Blankenburg-Lenk beförderlichst zu korrigieren, wie das der sehr starke Verkehr auf dieser Strasse unbedingt erfordert.

Ich mache darauf aufmerksam, dass diese Strassenkorrektoren den beteiligten Gemeinden bereits vor zirka 18 Jahren durch den damaligen Baudirektor Herrn Dr. Bösiger im Interesse des stets regen Fremdenverkehrs in Lenk in baldige Aussicht gestellt wurde.

Bern, den 2. Juni 1942.

Rieben.

### III.

Infolge Unwetter vom 13. Mai 1942 sind grosse Gebiete des Kantons Bern durch einen schweren Hagelschlag arg heimgesucht worden. Die sich im besten Wachstum befindlichen Kulturen wurden vielerorts vollständig vernichtet. Ein grosser Ausfall an Heu und Getreide wird die Folge sein.

Ist der Regierungsrat nicht auch der Auffassung, dass die hagelgeschädigten Landwirte von der Abgabe von Heu und Stroh an die Armee für das Futterjahr 1942/43 gänzlich zu befreien sind?

Bern, den 2. Juni 1942.

Zaugg.

### IV.

Von privaten Firmen werden gegenwärtig Gemeindebehörden ersucht, Hagelraketen zur Bekämpfung von Hagelschlägen anzuschaffen und hierfür grössere Geldbeträge aufzuwenden. Der Regierungsrat wird ersucht, den Gemeinden über die Möglichkeit der Abwehr von Hagelwettern durch Hagelraketen Bericht und Ratschläge zu erteilen.

Bern, den 2. Juni 1942.

Müller (Herzogenbuchsee).

### V.

Am 18. Dezember 1941 ereignete sich in Oberried a. B. in der Kunstfeuerwerkfabrik ein schweres Unglück, bei dem zwölf Menschen den Tod fanden. Nun ist bald ein halbes Jahr verflossen, ohne dass die mit Recht beunruhigte Öffentlichkeit vernommen hat, was die Untersuchung hinsichtlich der Ursachen und allfälliger Verantwortlichkeiten festgestellt hat. Ist dem Regierungsrat zudem bekannt, dass in dieser Fabrik, die für die Eidgenossenschaft arbeitet, Löhne ausbezahlt werden, die erheblich unter dem Existenzminimum liegen, und dass das Koalitionsrecht der Arbeiterschaft nicht gewährleistet ist? Ist der Regierungsrat bereit, über das Ergebnis der Untersuchung und über zukünftige Sicherheitsmassnahmen Auskunft zu geben und beim Bund in der Lohnfrage vorstellig zu werden?

Bern, den 2. Juni 1942.

Oppliger (Interlaken)  
und 2 Mitunterzeichner.

### VI.

Seit Anfang der Kriegsmobilmachung werden die Offiziere, Unteroffiziere und Soldaten, die das 48. Altersjahr erreicht haben, vom Landsturm in die Hilfsdienste der bezüglichen Einheiten eingeteilt.

Anlässlich der diesjährigen Einberufung der Grenzschutztruppen Jahrgänge 1891, 1892 und 1893 haben die einen die Verpflichtung, 17 Tage, andere 34 Dienstage in der gleichen Brigade zu leisten, wogegen die Ersatzsteuerpflichtigen vollkommen von jeder Leistung befreit sind.

Ist der Regierungsrat nicht auch der Meinung, dass es genüge, diese Soldaten, die 49, 50 und 51 Jahre zählen, nur im Falle einer Generalmobilmachung einzuberufen, und dass hauptsächlich die Familienväter dem Vaterland grössere Dienste leisteten, wenn sie ihre berufliche Tätigkeit ausüben könnten?

Bern, den 2. Juni 1942.

Walther  
und 6 Mitunterzeichner.

Gehen an den Regierungsrat.

\_\_\_\_\_  
**Präsident.** Das ist ein ausserordentlich reicher Segen an Eingängen. Welches mag der Grund sein? Hat der Grosse Rat zu wenig Beschäftigung? Ich möchte immerhin in dieser Beziehung zu einer gewissen Mässigung mahnen. Sonst haben wir nächsten Herbst nichts anderes zu tun, als solche Eingänge zu behandeln.

\_\_\_\_\_  
**Präsident.** Wir haben unser Pensum erledigt. Ich danke Ihnen für das Ausharren. Ich schliesse Sitzung und Session, indem ich Ihnen eine gute Heimreise wünsche.

\_\_\_\_\_  
Schluss der Sitzung und der Session um 12 Uhr.

**Der Redaktor:**  
Vollenweider.

